

SPÉCIAL RÉFÉRENDUM



TRIBUNE

Hebdomadaire du parti **Socialiste** unifié

NUMÉRO 120 - 27 OCTOBRE 1962

0,40 NF

■ "NON"
PLUS QUE JAMAIS
(Page 3)

■ LA QUESTION
DU PROGRAMME
(Page 4)

■ CUBA
(Page 7)

■ L'AFFAIRE
"ELYSEE II"
(Page 8)

■ LA CONFERENCE
DE PRESSE
DU C.N.A.L.
(Page 9)

■ POUR
UNE DEMOCRATIE
NOUVELLE
(Page 12)



(Keystone.)

Référendum du 28 Octobre

TOUS à la Mutualité Jeudi 25 Octobre

Sans relations

LE relèvement du S.M.I.G., des allocations familiales et la proximité du référendum et des élections, il n'entrerait jamais dans notre esprit d'établir une relation entre ces faits. Non plus, par exemple, l'inauguration d'une Maison de Jeunes, à Lyon, ces jours-ci, par M. Herzog, haut-commissaire à la Jeunesse et aux Sports, et le dépôt de la candidature, trois jours plus tôt, à Lyon, pour les élections, de M. Herzog, membre de l'U.N.R. Car ce qui caractérise la V^e République c'est bien son refus de la démagogie, du médiocre petit jeu politique. En un mot : sa grandeur. Grand ministre de la jeunesse, M. Herzog aspire à devenir grand député pour une plus grande France. Sportive et musclée.

Regards sur les prix littéraires

NOVEMBRE, le mois des élections législatives, est aussi celui des prix littéraires. Les pronostics vont bon train : pour le Femina, on parle de Colette Audry pour son récent *Derrière la baignoire*, et de Christine Arnothy pour son *Cardinal prisonnier*... Le Goncourt reste la grande inconnue : José Cabanis, Anna Langfuss ? Font-ils le poids ? Le Renaudot reviendrait à Jean-Pierre Faye (*Battement*) ou, à titre posthume, au *Journal* de Mouloud Ferraoun... L'Interallié couronnera peut-être René Fallet.

Entre généraux

DEPUIS deux mois nous posons la même question : Des accords ont-ils été signés entre la police française et la police espagnole, concernant les antifranquistes qui ont été obligés de quitter leur pays pour éviter les poursuites que les autorités espagnoles avaient engagées, contre tous ceux qui avaient participé de près ou de loin aux grèves qui secouèrent l'Espagne au printemps dernier ?

Nous sommes en mesure de signaler que de plantureux repas ont été offerts par de hauts fonctionnaires de la police franquiste à leurs homologues français, au « Restaurant Nicolava » à Saint-Sébastien, fin septembre et début octobre, à l'ouverture et à la conclusion d'un certain nombre d'entretiens.

Comment interpréter, par ailleurs, les mesures d'éloignement que le gouvernement français vient de prendre contre quatre militants basques coupables de s'être installés en Pays Basque français (Bayonne et Biarritz) pour échapper aux griffes de la police espagnole. Assignés à résidence dans le Nord de la France, leurs papiers leur ont été enlevés. Leurs possibilités de travail sont nulles.

Un Comité vient de se créer en pays basque, auquel participe Mgr Mathieu, évêque de Dax, pour protester avec véhémence contre ces mesures.

Pendant ce temps, la presse espagnole, A.B.C. en tête, abreuve d'injures le cardinal Mantini, archevêque de Milan, qui avait envoyé un télégramme à Franco, demandant la grâce du jeune anarchiste Jorge Conil, qui venait d'être condamné à mort.

La « très catholique Espagne » et le « très grand pouvoir gaulliste », se croiraient-ils revenus aux heureux temps de Pétain, qui permirent de livrer tant d'anti-fascistes espagnols dont le Président Companys, aux sbires franquistes ?

COURRIER DU P.S.U.

N° 21-22-23 40 pages Éléments du programme élaborés par le Conseil National (30 juin-1er juillet).
N° 24 spécial 48 pages Textes de bases pour le Congrès National.

L'EXEMPLAIRE 1,50 NF
Paiement à la commande
C.O.P. T.S. 56-26-85 Paris

France-oui

PUBLIE par *France-Référendum*, le « oui » à de Gaulle apparaît à M. Mauriac comme un « non ». En disant oui, il dira non « aux auteurs des maux dont de Gaulle nous a guéris ».

Ainsi, M. Mauriac couvre-t-il de son corps le Président de la Républi-



Henri TISOT (A.D.P.)

que, menacé dans la bataille, et à gauche et à droite.

Moins grandiose, Henri Tisot s'identifie à son modèle avec le naturel qui lui est reconnu sans conteste. Ainsi, nous explique de Gaulle par sa bouche :

— Je vote « oui », parce que je préfère prendre mes responsabilités, et même s'il faut faire une bêtise, je préfère la faire moi-même.

Les élections à la R. T. F.

INDEPENDAMMENT de leurs pressions sur les journalistes (voir plus loin l'article de Georges Batelier), les gaullistes ne se gênent plus pour faire ouvertement leur propagande partisane à l'intérieur des bâtiments de la R.T.F. avec le personnel payé grâce à la taxe radio-phonique.

Le samedi 20 octobre, entre 10 et 11 heures, chaque personne qui entrerait à la Télévision, rue Cognac-Jay, recevait du gardien appartenant au service de sécurité de la R.T.F. deux tracts pris sur des paquets disposés sur une table dans le hall de l'immeuble. Ces deux tracts, signés « Comité pour l'exercice de la souveraineté populaire par le suffrage universel, 5, rue de Solferino, Paris-VII^e », s'intitulaient : l'un « Les revoilâ... », tissu d'injures néopoujadistes contre les partis politiques ; l'autre « Oui au référendum du 28 octobre ». Un C.R.S. se trouvait à côté du gardien et le regardait distribuer les tracts.

Tout ça avec notre argent.

Les gaullistes font, en outre, circuler à l'intérieur de la R.T.F. une publication ronéotypée et signée par un prétendu « Comité U.N.R. de la R.T.F. », dont on n'a jamais autant entendu parler. Rien ne manque à cette feuille : injures contre d'autres membres du personnel (qu'on ne nomme pas, bien sûr), démagogie ouvrière, sermon patriotique, promesses multiples, insinuations perfides, couplets sur l'association capital-travail, insultes habituelles contre les partis, les journaux, les hommes politiques qui n'ont pas encore été éblouis par « la République pure et dure », et même un article signé : « Un compagnon inconditionnel ». Ce ramassis est, en fait, dû à un certain Siffert, propagandiste attiré de l'U.N.R.-maison.

Aussi tout le monde répète-t-il à la R.T.F. : « La route du Siffert est coupée... »

Du caractère

L'AFFAIRE des sévices de la caserne Niel, à Toulouse, a été close. Il n'y a pas eu de mise à la retraite, ni de dégradations prononcées.

Le superman-para est une illusion nécessaire au para de tous les jours qui oublie, en se rêvant autre, qu'il est dépersonnalisé. Certains jeunes appelés peuvent souhaiter, par légèreté, de partager cette illusion parce qu'ils pensent qu'elle s'accompagne d'une formation du caractère, qui leur manque. Et puis, d'autres n'appellent pas cette illusion, parce que leur caractère est formé au jour de l'appel.

On vient d'assister à Toulouse au processus de cette dégradation de cette personnalité, encore mouvante, par l'excitation des instincts pédérastiques ou coprologiques chez les victimes. (Ainsi la brimade qui consiste à verser un litre de bière sur les fesses d'une recrue et d'obliger une autre recrue de lui lécher la peau ; ou bien celle — plus significative — qui consiste à obliger deux recrues à danser dans le même caleçon). A cette dégradation des victimes correspond l'exaltation sadique de la virilité de leurs « éducateurs ». (Ainsi, ils appellent « rigolade », ces sévices, et ils se prennent d'affection pour leurs élèves : on boit ensuite un coup de rouge, comme des frères.)

Le tortionnaire nazi s'oubliait dans la contemplation de l'aryen. Le caporal-chef Tribut pense s'oublier dans celle du parachutiste.

De même qu'il suffit, sans doute, de croire à la France éternelle pour faire de tous les Français des hommes libres.

Je ménage, tu ménages... ne ménageons pas

DOVECAR, Pieght et Degueudre étaient des tueurs O.A.S. Ils ont été exécutés. Ce sont les seuls. Ils doivent, semble-t-il, ce « privilège » au fait que leur victime était un policier : le commissaire Gaucoury. Le pouvoir gaulliste a besoin de ménager sa police...

François Hamon, policier O.A.S., a, le 15 septembre 1959, au « centre de Vincennes », « brutalisé » un Algérien, Belaid Chitti, qui mourut le lendemain, au commissariat du XII^e, d'un éclatement du foie et d'une hémorragie méningée. L'agent Hamon n'a pas été traduit en cours d'assises mais devant le tribunal correctionnel. Il est en liberté provisoire. Hamon n'était pas seul pour frapper Chitti. Le pouvoir gaulliste a besoin de ménager sa police...

Le Ciné-Club Action a projeté, le 9 octobre, le film *Octobre à Paris*, réalisé par le Comité Audin et Vérité-Liberté. Ce film montre dans toute son horreur la répression policière contre les Algériens... et aussi contre les travailleurs français (8 février 1962 : métro Charonne). Le film a été saisi. Le pouvoir gaulliste a besoin de ménager sa police...

Le 16 septembre 1962, le général Massu présidait, à Lunéville, un congrès d'officiers de réserve. Dans son allocution, il dit que les « cadres de l'armée souffrent... d'une maladie née de conflits entre l'honneur et la discipline ». Se voulant l'interprète de « la majorité d'entre eux », il émit « l'espoir d'un Etat qui gouverne et aussi d'une amnistie ». Réclamer une amnistie — pas pour les anticolonialistes, bien sûr — moins d'un mois après l'attentat O.A.S. contre de Gaulle, c'était plutôt provocateur. Massu n'en a pas moins dirigé les grandes manœuvres de Champagne où le général-président — qui n'a toujours pas fait exécuter Jouhaud ni rejurer Salan — est venu le féliciter. Le pouvoir gaulliste a besoin de ménager la carte militaire.

Alors, pour faire libérer les derniers anticolonialistes, pour que tous ceux qui luttèrent contre la guerre d'Algérie puissent revenir d'exil, retrouver leur travail, recouvrer leurs droits civiques, ne comptons pas sur ce pouvoir. Comptons sur nous-mêmes. Ce pouvoir est né de la force. Il ne cédera du terrain que sous la force. Les Algériens nous l'ont bien montré.

Problèmes de la lutte ouvrière

DES revues viennent récemment de publier des contributions importantes à l'étude des données nouvelles de la lutte ouvrière.

Le numéro des *Temps Modernes*, dont nous avons publié le sommaire il y a quinze jours, est axé sur trois problèmes. La première partie répond à la question « Abondance ou paupérisation ? ». Gilbert Mathieu y fait le point sur l'évolution de la politique des revenus en France, tandis que Geneviève Rocard et André Michel se préoccupent plus particulièrement du travail des femmes mariées (T.S. a publié cette étude en pages centrales) et des résultats d'une enquête sur le budget de quelques familles du XV^e arrondissement de Paris.

La seconde et troisième parties du numéro sont consacrées aux problèmes théoriques posés par les formes nouvelles du capitalisme.

Il n'est pas question dans cette courte note de donner un aperçu même sommaire de l'importance des études et des documents publiés ; soulignons l'importance des contributions italiennes : L. Basso, V. Foa pour le P.S.I., G. Amendola, L. Magri et B. Trentin pour le P.C.I. Notre camarade Belleville dégage quant à lui les perspectives de l'action syndicale face au développement du néo-capitalisme.

C'est de la même expérience du mouvement ouvrier italien que rend compte la dernière livraison de « Perspectives socialistes ». On y retrouve des articles de B. Trentin (Les Syndicats italiens et le Progrès technique) et de Foa. Nos camarades liront avec profit dans ce même numéro l'exposé de Marc Serratrice à la Journée régionale du P.S.U., qui s'est tenue à Lyon au mois de mai.

Il n'est pas besoin d'insister sur l'utilité de ces deux ouvrages, non seulement tous les militants doivent les lire, mais surtout les méditer et les discuter.

Nos camarades italiens montrent que la recherche théorique est inséparable de la lutte quotidienne pour le socialisme, les études que donnent dans ces revues plusieurs de nos camarades témoignent que ce souci est aussi au premier plan des préoccupations de notre Parti ; il faut maintenant, à partir de ces documents, élargir la base de nos discussions.

Le billet de Jean Binot :

LE MAL ET LE REMÈDE

EN quels temps vivons-nous ! Ce Conseil d'Etat, vous en conviendrez, se croit tout permis, et son arrêt qui casse et annule une ordonnance de Mongénéral, et du coup pulvérise un tribunal militaire fabriqué tout exprès, a de quoi couper le souffle à plus d'un quarteron d'inconditionnels !

Le gouvernement et son Premier Nécessaire l'ont si bien compris qu'ils ont déclaré la chose « anormale » et qualifiée « d'encouragement à la subversion ». Voilà qui est parlé clair : ce régime et son chef savent en effet mieux et plus que quiconque ce qu'il en est de la subversion, et comment elle commence, et comment elle peut finir.

Pour ce qui est de « l'anormalité » de l'arrêt, aucun doute non plus : il est gaullistement anormal ! Car enfin nul ne saurait concevoir que la volonté du monarque fût contredite en ces temps référendaires — et par qui ? je vous le demande !

Mais il y a, Dieu merci, remède à ce scandale.

Que Mongénéral dissolve ce soldisant Conseil d'Etat — et au trot ! Et qu'au besoin il expédie ces hérétiques vers une cure de... Santé. Dissolvons ? Dissolvons ! Dissolvons !

P. S. — Le typo m'a fait écrire la semaine dernière « les successeurs de Fontanet ». C'est évidemment « de Fontanes » qu'il fallait lire.

LE "NON" S'IMPOSE PLUS QUE JAMAIS

L n'y a plus la moindre équivoque. Aux yeux des partisans du « oui », la question posée n'a plus guère d'importance. Personne ne conteste plus qu'il s'agit d'un plébiscite du plus cynique style bonapartiste. Comment expliquer différemment — même si l'on est touché par la grâce inconditionnelle — le comportement du Président de la République ? Pourquoi a-t-il défié à la fois tous les partis politiques, sauf l'U.N.R., renforcée (?) par le comte de Paris, le Conseil d'Etat, le Comité constitutionnel et le bon sens ? Il affirme que la Constitution faite pour lui sur mesure, conformément aux principes proclamés naguère à Bayeux et à Epinal, est parfaite et il en tire cette conclusion inattendue qu'il faut procéder à sa révision avec une urgence qui justifie un viol. C'est à son successeur qu'il veut conférer une grande autorité. Or il menace de s'en aller si on ne lui donne pas satisfaction. C'est délibérément qu'il crée une menace de crise de régime ! A quels mobiles obéit-il donc, sinon à une volonté délibérée de se faire une fois de plus plébisciter, en se livrant à une épreuve de force contre tous ceux qui professent que la démocratie repose sur l'équilibre des pouvoirs et non sur l'asservissement du législatif et du judiciaire par l'exécutif. Il lance ainsi un nouveau défi aux républicains, accaparant la R.T.F. comme instrument de propagande au profit de ce qui tend à devenir le parti unique et de son « guide » (je préfère ne pas traduire ce mot ni en allemand, ni en italien, ni en espagnol).

Ce défi, nous l'avons, pour notre part, relevé avec vigueur la première fois qu'il a été lancé... c'est-à-dire le 28 septembre 1958 et même dès le lendemain du 13 mai 1958. Ce n'est pas nous qu'intimidera le chantage du retour à Colombey-les-Deux-Eglises si la résistance au plébiscite groupe de nombreux suffrages.

Nous répondons avec sérénité que la France existait avant de Gaulle et qu'elle continuera après lui — même si son successeur n'est pas élu suivant la procédure

qu'il veut nous imposer. On utilise diaboliquement la peur du vide et le spectre des vieilles équipes pour exhorter certains démocrates à se rallier au « oui » ou à s'abstenir, afin d'éviter soit l'aventure, soit la résurrection de la IV^e République.

Nous sommes bien placés, nous qui, avant même la fondation du P.S.U., avons combattu les guerres d'Indochine et d'Algérie, les apparentements contre nature, les jeux de massacre et autres délices du système, pour adjurer ceux qui ne veulent pas de restauration de l'ancien état de choses de voter résolument « non ».

Les insuffisances de la IV^e République n'excusent pas les attentats perpétrés contre nos libertés par la V^e et nous offrons une autre perspective que le choix entre l'une et l'autre : l'union des forces populaires. Nous y travaillons sans relâche depuis que notre congrès de Clichy nous en a donné le mandat. Nous avons publié la lettre adressée aux organisations politiques et syndicales, et les réponses que nous avons reçues, plus encourageantes que ne le laisserait croire le style polémique de l'une d'entre elles. Des contacts, le plus souvent discrets et quelquefois publics, ont été pris dans plusieurs départements qui démentent les exclusives solennellement réitérées. Nous allons poursuivre nos efforts jusqu'au référendum, puis, quel qu'en soit le résultat, pendant la période électorale qui se déroulera dès le lendemain du 28 octobre. Les ressources immenses dont disposent nos adversaires (ils se garderont d'en indiquer les sources) ne nous intimideront pas plus que leurs tricheries avec les règles fondamentales du jeu politique dans les pays dits civilisés ou la pratique des candidatures officielles. Jusqu'à dimanche, une tâche doit primer toutes les autres : convaincre les indécis et même les réticents que quiconque a gardé des fibres républicaines doit voter et faire voter « non ».

« Et si votre « non » était décisif pour faire pencher la balance, m'a demandé un

ami plus résolu à voter P.S.U. le 18 novembre que « non » le 28 octobre, que feriez-vous ? — Je voterais « non » avec plus de conviction encore si possible et je serais fier de pouvoir jouer un rôle aussi utile. » Le danger numéro 1, c'est en effet, aujourd'hui, l'encouragement que donneraient au chef de l'Etat des « oui » massifs.

Côtoyant depuis longtemps le Rubicon qui sépare le pouvoir personnel de la dictature, et invité naguère par André Malraux à ne pas avoir à approcher de ce fleuve pour y pêcher à la ligne, il serait tenté de franchir, comme le fit jadis César, malgré la défense du Sénat, ce qui déclencha la guerre civile. Ceux-là mêmes qui, en 1958, ont été les fourriers de de Gaulle évoquent certainement de tels souvenirs : le Président de la République était présenté par eux comme un rempart contre une telle guerre. Ils ne sont pas éloignés de convenir qu'aujourd'hui, sa présence à l'Élysée, étayée par une grande majorité de « oui », menacerait la paix intérieure.

Paris, dans l'engrenage des illégalités, des viols de la Constitution, des refus de s'incliner devant les mises en garde, où s'arrêterait-il ?

L'idée de son départ ne doit effrayer personne. Nous ne sommes pas les seuls qu'elle devrait rassurer : ses véritables amis (je ne parle pas des flatteurs) devraient se réjouir de le voir consacrer ses loisirs à terminer la rédaction des Mémoires.

Nous affirmons avec tranquillité que, suivant l'excellente formule de notre ami Ernest Labrousse dans le *Bulletin de la Ligue des Droits de l'Homme* :

« La défense des institutions démocratiques ne s'assure pas, chez nous, par un Président plébiscité. La prévention la plus sûre du coup d'Etat, la défense efficace des valeurs fondamentales de la République reposent sur le concours actif, aux vertus si souvent éprouvées, de toutes les forces populaires. »

Edouard Depreux.

UNE HISTOIRE DE NÉNUPHARS

M ERcredi 17 octobre à 20 heures, 15 millions de téléspectateurs ont pu, pendant 20 minutes, contempler, au lieu du Journal télévisé, des nénuphars se balançant mollement à la surface des eaux. Puis la speakerine vint expliquer qu'une partie du personnel s'étant mise en grève, « il n'y aurait pas de journal ». La grande bataille qu'à T.S. nous avions laissée depuis quel temps pressentir entre les journalistes libres et la Direction gaulliste était engagée.

L'origine de l'affaire est connue : l'intention de la Direction gaulliste d'employer, par un subtil « montage » un reportage à des fins de propagande. C'était grave pour deux raisons :

1) parce que les gaullistes entendaient, pour le présenter au public 10 jours avant le référendum, transformer un document en instrument de leur politique.

2) parce qu'ils liaient à cette falsification, et sans l'en prévenir, un journaliste dont on savait qu'il ne pouvait, sans fouler les règles élémentaires de la morale professionnelle, avaliser un tel procédé.

Devant le refus hautain et sans réplique de la Direction de retirer la séquence litigieuse, la grève restait la seule arme possible. Dix minutes avant l'émission, on vit arriver en trombe MM. Gérard, directeur des Journaux parlé et télévisé, et Ollivier, directeur des programmes à la Télévision, qui intimèrent l'ordre aux journalistes de « sortir » le journal

avec le reportage truqué. M. Ollivier, perdant tout contrôle, accompagna ses paroles d'injures, traitant les journalistes qui demeuraient sur leur position, de « fascistes » (!) Max Petit, candidat U.N.R. aux élections, déclara alors qu'il présenterait le Journal tout seul, et alla s'asseoir devant les caméras. Les Gaullistes oublièrent qu'un protocole d'accord lie le syndicat des journalistes (S.J.R.T.) à celui des techniciens (S.U.T.) : en moins d'une minute, les studios étaient paralysés et Max Petit, papiers en main, la bouche arrondie, se retrouva dans l'obscurité. Dès lors, l'affaire était portée sur la place publique.

Des émules de Goebbels

Le vendredi 15, une délégation représentative de tous les syndicats de la R.T.F. (journalistes, techniciens, artistes, employés) fut successivement reçue par le directeur général Bordaz et le ministre Fouchet. Il leur fut tenu, mot pour mot, le langage suivant : « La Direction dénie aux journalistes le droit de juger l'objectivité des informations et se réserve le droit d'utiliser quand et comme elle l'entend, dans le contexte qu'il lui appartient, d'apprécier les éléments sonores et visuels en sa possession ». Autrement dit, pour les gaullistes, la Direction, nommée en Conseil des ministres et payée pour faire appliquer la politique de celui-ci, est seule juge de l'objectivité de l'information. L'information valable, c'est celle du

gouvernement : Goebbels ne démentirait pas.

Et la Direction d'ajouter que « tout journaliste avait le droit, s'il s'y croyait tenu, d'invoquer la clause de conscience », en d'autres termes de prendre la porte pour laisser les mains libres à ces messieurs... Telle n'est pas la position des journalistes républicains qui refusent obstinément d'accepter que la R.T.F. soit la « chose » des gaullistes et répètent, comme ils l'ont fait le samedi 20, au cours de leur conférence de presse : « Nous sommes des travailleurs d'un service public, la R.T.F., organisme national d'information, et des propagandistes gouvernementaux. Notre patron est l'usager qui paie la taxe et nous fait vivre. C'est à son seul service que nous entendons nous mettre en l'informant honnêtement comme il a le droit de l'être et comme nous avons le devoir de le faire. » Voilà le cœur du problème, celui que ne peuvent supporter d'envisager les ennemis de la démocratie.

Une double victoire

Devant la résolution affichée par les journalistes, soutenus par le reste du personnel, devant sa frayeur d'une grève générale la semaine même du référendum, la Direction a reculé.

1) elle a pratiquement renoncé à la diffusion de la bande incriminée.
2) elle s'est engagée à ne plus désormais utiliser la signature d'un journaliste (sa présence sur l'écran

ou sa voix au micro) sans son accord préalable.

3) elle a renoncé à sanctionner les quatre grévistes du 17 octobre retirés provisoirement du « tableau de service ».

Ce conflit a eu en outre une autre conséquence : il a assuré toutes les organisations syndicales de la R.T.F. à signer un protocole d'accord intersyndical généralisé. Désormais, la moindre atteinte à la dignité ou aux libertés syndicales d'un travailleur de la R.T.F. entraînera ipso facto un mouvement de solidarité de toutes les catégories de personnel.

La reculade de la Direction gaulliste et la mise sur pied du Front syndical est donc une double victoire des démocrates de la R.T.F. Mais il s'agit maintenant pour eux de demeurer vigilants. Nul doute que les gaullistes ne préparent de nouveaux coups de force.

Le pouvoir d'information est aujourd'hui, en raison surtout de la place prise dans chaque foyer par la radio et la télévision, trop important pour s'en désintéresser si peu que ce soit. La R.T.F. est un problème national de premier ordre : chacun doit s'en persuader. Les journalistes républicains de la R.T.F. mènent chaque jour un rude combat malgré les menaces, les pressions, les calomnies, les brimades, pour tenter de faire respecter le droit sacré à l'information. En défendant ce droit, ce soir-là, 17 octobre, pendant vingt minutes, vous avez contemplé des nénuphars.

G. Bâtelier.

La question du programme

L'n'est pas besoin d'être un expert de la politique pour se rendre compte que les organisations appelant à voter « non » pour le référendum du 28 octobre se trouvent séparées par des divergences profondes, tant par la clientèle à laquelle elles s'adressent que par des conceptions profondément différentes de l'évolution sociale et politique nécessaire. Qu'y a-t-il de commun, en effet, entre le P.C.F., ses militants, son électorat et les indépendants qui suivent MM. Reynaud et Bergasse ? Qu'y a-t-il de commun entre la clientèle traditionnelle de la S.F.I.O. et celle de M. Vayron, de Saint-Maur, de l'O.A.S. ? Or, force est bien de constater qu'à l'heure actuelle ces différences, que personne n'ignore vraiment, n'apparaissent pas et même sont tues, la plupart du temps, par les principaux partis préconisant le « non ».

Ne pas noyer le poisson !

L'appel aux « sentiments républicains » semble avoir balayé toutes les réserves et toutes les critiques réciproques, seule compte la volonté d'additionner arithmétiquement des « non » en grande quantité, même s'ils sont hétérogènes, voire contradictoires. Beaucoup pensent que c'est la voie de la sagesse, du réalisme, que, dans un premier temps, il importe surtout de faire front contre l'adversaire commun.

Il y a là, pourtant, une profonde erreur politique, qui ne peut finalement que servir la cause gaulliste en lui donnant des armes dont l'efficacité est, en fait, supérieure à l'arme de la propagande radiodiffusée ou télévisée.

L'union a tout prix conduit, en effet, à placer la bataille en faveur du « non » sur un plan formel, juridique, et négatif, le seul qui soit commun, de Bertrand Motte à Guy Mollet. Se battre contre le viol de la Constitution de la V^e République, pour la séparation des pouvoirs ne peut, en aucun cas, susciter l'enthousiasme populaire, mais risque bien, au contraire, de susciter la crainte d'un retour à des habitudes parlementaires antidémocratiques.

Les perspectives de la S.F.I.O.

Objecter à cela qu'en cas de victoire des « non », les forces progressistes de la coalition des « non » pourraient imposer une autre orientation, est insuffisant, car les masses sentent très bien que si la lutte des forces progressistes ne préfigure pas dès maintenant la deuxième étape, celles-ci risquent fort d'être dépassées par les forces réactionnaires. Par conséquent, la seule méthode pour œuvrer sérieusement à la victoire des « non » est de reconnaître qu'il y a non pas une coalition « des bons républicains », mais bien deux blocs, l'un de gauche, l'autre de droite, opposés par leur assise sociale et antagonistes sur beaucoup de problèmes importants. C'est seulement sur cette base qu'il est possible d'aborder le problème de la solution de rechange, c'est-à-dire celui du programme à opposer aux tentatives de stabilisation et de renforcement du régime gaulliste.

A quelles conclusions extrêmes la ligne du contrat des « non », adoptée par la S.F.I.O., peut conduire, en matière programmatique ? Il suffit, pour

s'en rendre compte, de se reporter au texte adopté par son dernier conseil national, qui déclare en particulier : « Ayant accepté les dispositions de la Constitution qui remédient à l'instabilité ministérielle — dont les tenants actuels du pouvoir étaient les principaux responsables sous la IV^e République — prêt à ajouter des garanties supplémentaires en renforçant ces dispositions, le Parti socialiste n'en a que plus d'autorité pour condamner une initiative qui, sans atteindre ce but, frappe de précarité la Constitution et ouvre une ère d'instabilité des institutions, de désordre dans les esprits, de violence dans la rue. » Ce passage caractéristique, qui défend la V^e République, écarte toute perspective de renouveau en condamnant « les violences dans la rue » qui sont souvent les seuls moyens qui restent aux masses ouvrières et paysannes pour faire valoir leurs revendications. Implicitement il accepte les restrictions aux libertés démocratiques introduites depuis 1958, implicitement il accepte le rôle dévolu aux militaires dans la vie publique. Si l'on ajoute à cela que la

S.F.I.O. ne manque pas de dire son accord avec les formations qui, des indépendants aux M.R.P., trouvent que de Gaulle est trop anti-Pacte atlantique, on se fera une idée, une triste idée, des « brillantes » perspectives qu'offre le parti de Guy Mollet aux électeurs et aux électrices.

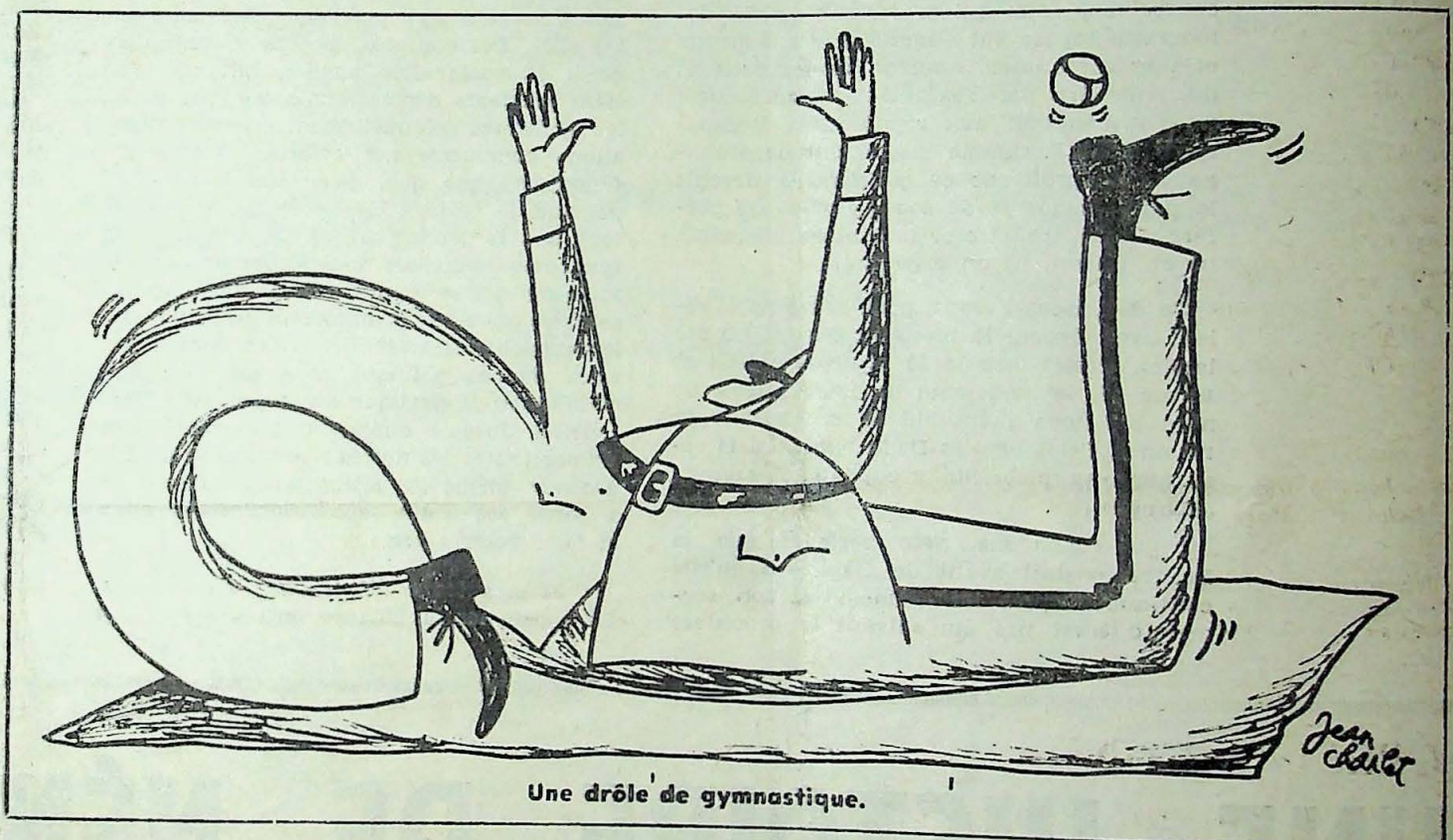
Le Parti communiste, lui, est loin de parvenir à de telles conclusions. Nous savons qu'en de nombreuses occasions il a insisté sur son programme préparant une « démocratie véritable », en proposant des nationalisations, des mesures antiautoritaires telles que la suppression des préfets, et couronnant le tout une Assemblée constituante (ce qui implique clairement le rejet de la V^e République). Ces divers points se rapprochent de certaines propositions du P.S.U., ce dont nous ne pouvons que nous réjouir ; pourtant d'autres aspects de la politique du P.C.F. suscitent notre inquiétude. Il nous semble, en effet, qu'il y a contradiction entre ce programme et la politique d'alliance suivie qui, selon les récentes déclarations de Maurice Thorez (meeting de la Mutualité), s'étend très loin sur la droite. Immanquablement, ces alliances de fait, car les autres partis refusent souvent l'alliance déclarée.

repoussent la perspective programmatique à une étape ultérieure, bien au-delà du référendum. Dans les faits, la perspective de la « démocratie véritable » apparaît comme très lointaine, ce qui se traduit, entre autres, par l'absence totale d'une perspective sur le plan du pouvoir, c'est-à-dire d'une perspective sur le plan de la solution de rechange concrète opposée au « néo-capitalisme » autoritaire.

Nous pensons qu'esquiver ainsi ce problème est pernicieux et diminue les possibilités de mobilisation des masses populaires. Encore une fois, nous affirmons que la formule du front socialiste, y compris celle du pouvoir de front socialiste (1), n'est pas une formule sectaire fermée sur l'avenir, mais qu'elle présente les meilleures garanties pour l'avenir dans un climat de saine émulation des organisations populaires.

J.-M. Vincent.

(1) Basé sur les partis se réclamant du socialisme et sur les organisations syndicales ouvrières, paysannes, étudiantes.



Communiqué du 21 Octobre 1962

Le général de Gaulle a dissipé lui-même les dernières équivoques. Personne ne saurait nier désormais le caractère purement plébiscitaire de la consultation du 28 octobre.

C'est pourquoi il est impossible d'accepter la moindre défaillance au sein des forces démocratiques. L'idée lancée par quelques personnalités de gauche et selon laquelle le résultat du prochain référendum n'aurait que peu d'importance doit être condamnée sans détours : ce n'est pas dans le cadre de la monarchie gaulliste que peut être entrepris l'effort de rénovation démocratique auquel ces personnalités se déclarent cependant attachées.

Aux citoyens qui hésitent à mêler leurs bulletins à ceux des hommes qui

ont conduit la IV^e République à sa perte, nous disons que le vrai choix n'est pas entre de Gaulle et le retour au passé.

L'écho qu'a rencontré la lettre que nous avons récemment adressée à un certain nombre d'organisations politiques et syndicales prouve, en effet, qu'un puissant courant s'affirme contre le pouvoir personnel, contre l'union nationale sans principe et sans programme, pour la perspective d'une démocratie nouvelle. Il faut maintenant tout mettre en œuvre pour renforcer ce courant.

Aussi, le Bureau national demande-t-il à toutes les fédérations du P.S.U. :

1° De développer avec encore plus de vigueur la bataille en faveur du « Non », sans crainte d'affirmer que notre but est le renversement du régime et le départ du général de Gaulle ;

2° D'axer la campagne électorale qui suivra sur les grands thèmes de la démocratie nouvelle, étant entendu que cette démocratie nouvelle implique une transformation profonde des

structures économiques et politiques de la société française ;

3° De soutenir, là où nous ne nous présentons pas nous-mêmes, les candidats qui se prononcent en faveur de l'union des forces populaires pour la réalisation d'un tel programme.

Nous regrettons que le Parti communiste et la S.F.I.O. n'aient pas retenu notre proposition d'une candidature unique des partis de gauche dès le premier tour. Mais nous constatons que, dans un certain nombre de départements, la tactique de l'alliance avec des partis réactionnaires a été mise en échec, et que des contacts ont été pris en vue d'assurer l'entente des formations populaires au second tour. Ce mouvement doit être étendu et sa signification politique doit apparaître au grand jour.

Seul le rassemblement des forces populaires peut en effet assurer l'échec de la monarchie gaulliste et ouvrir la voie à une démocratie nouvelle au service des travailleurs.

Le Bureau National.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e)
Tél. : SUF 19-20

Rédaction : 8, rue Henner Paris (IX^e)
Tél. : PIG 65-21

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

3 mois	5 NF
6 mois	10 NF
1 an	19 NF
Soutien	30 NF

Publicité :

Geneviève Mesguiche
71, rue des Saints-Pères
Paris (6^e)

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
58-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

LES CANDIDATS DU P.S.U.

dans la région parisienne

A l'heure où nous mettons sous presse, les investitures suivantes ont été accordées dans la Région parisienne :

A PARIS

- Paris-5^e : Robert VERDIER.
- Paris-9^e : André JOUBLOT.
- Paris-11^e : Yves JOUFFA.
- Paris-13^e (Maison-Blanche) : Gilles MARTINET.
- Paris-14^e (Montparnasse - Montsouris) : Claude BOURDET.
- Paris-15^e (Saint-Lambert) : Georges JUMEL.
- Paris-16^e (Auteuil-Muette) : Colette AUDRY.
- Paris-17^e (Batignolles) : Bernard ROUZET.
- Paris-19^e (Combat) : Pierre MARCHEL.
- Paris-20^e (Charonne) : Jacques RAYNAUD.

DANS LA SEINE

- (35^e) Courbevoie - La Garenne : Raymond VILLIERS.
- (36^e) Colombes-Gennevilliers : Pierre STIBBE.
- (38^e) Clichy - Levallois : Pierre MATTEL.
- (49^e) Charenton - Alfortville - Maisons-Alfort - Saint-Maurice : Raoul BLEUSE.
- (53^e) Antony - Bagneux - Bourg-la-Reine - Montrouge : Georges SUANT.
- (54^e) Châtenay-Malabry - Fontenay-aux-Roses - Le Plessis-Robinson - Sceaux - Châtillon-sous-Bagneux : Edouard DEPREUX.
- (55^e) Issy-les-Moulineaux - Vanves - Malakoff : Roger DAUPHIN.

La semaine prochaine, nous compléterons cette première liste et publierons les noms des candidats et de leurs suppléants pour toute la France.

Gilles MARTINET à Rouen

ROUEN, LES SAPINS. — Salle des fêtes des Sapins, réunion d'information avec Gilles Martinet et sous la présidence de Michel Beregovoy, vendredi 26 octobre, à 21 h.

Pour le Référendum et les élections législatives NOUVELLES RÉPONSES AU P.S.U.

Notre parti a, on s'en souvient, pris l'initiative de s'adresser aux partis, syndicats et organisations de gauche dans la perspective ouverte par les élections générales ; « Tribune socialiste » se fait un scrupule de publier de larges extraits des réponses jusqu'ici reçues, les réponses du Parti communiste et de la S.F.I.O., ayant déjà paru.

● De la Ligue des Droits de l'Homme :

Nous sommes d'accord pour écarter toute perspective d'union nationale à caractère restreint, telle que celle que nous proposent certains éléments de la vie politique française.

Souhaitant la candidature unique de l'opposition de gauche, nous n'aurons cependant pas à nous mêler à la campagne électorale, afin de conserver l'apolitisme de la Ligue.

Enfin, nous sommes prêts à débattre d'un programme de démocratie nouvelle. Quel que soit le nombre des interlocuteurs présents et quel que soit le moment, nous pensons que la crise actuelle passée, il conviendrait néanmoins de discuter de ce programme. Même si l'on en parle à froid, sa préparation est nécessaire.

● Du Syndicat National des Instituteurs :

Sans porter jugement sur les « éléments du programme » — dont je voudrais cependant dire qu'il nous paraît contenir d'excellentes dispositions — nous constatons que les propositions faites par le comité politique du P.S.U. entrent précisément dans le cadre des « questions politiques proprement dites avec leurs options sur les plans électoral, parlementaire et gouvernemental qui sont de la compétence des seuls partis politiques ».

Nous pensons par contre qu'une organisation syndicale comme la nô-

tre est bien dans son rôle quand elle demande aux partis politiques de faire place dans leur programme, aux revendications économiques, sociales et culturelles qu'elle a mission d'élaborer, de défendre et de faire triompher.

C'est dans cet esprit par exemple que le S.N.I. a estimé que le Comité national d'Action laïque devait demander aux partis qui soutiennent son action d'inclure dans leur profession de foi les engagements résultant du serment de Vincennes et de la déclaration du 11 février 1962 qu'ils avaient, en leur temps, entièrement approuvés.

● De la Ligue Française de l'Enseignement :

Sur le problème des élections, la position de la Ligue est plus nuancée, car nous ne sommes pas une organisation politique et nous ne voulons pas nous engager sur ce terrain. Il est certain cependant que la Ligue souhaite l'union de toutes les forces laïques et démocratiques car nous pensons que cette union est indispensable au salut de la République.

Par ailleurs, je crois pouvoir vous dire que la Ligue de l'Enseignement ne refusera pas de participer à tout groupement d'études recherchant les éléments d'un programme de rénovation démocratique, mais qu'en tout état de cause elle ne pourra donner sa caution à ce programme que dans la mesure où il mettra au premier rang de ses préoccupations les problèmes de la jeunesse et en particulier le respect de la laïcité de l'école et de l'Etat, l'abrogation des lois antilaïques, la démocratisation et la nationalisation de l'enseignement.

● Du Comité National d'Action Laïque :

Je saisis l'occasion qui m'est donnée pour vous indiquer que le Parti Socialiste Unifié va recevoir du C.N.A.L., en même temps que les autres partis appuyant son action, une lettre lui demandant officiellement d'in-

clure dans son programme les engagements résultant du serment de Vincennes du 19 juin 1960 et de la résolution unanimement adoptée par le rassemblement national du 11 février dernier.

● De la C.F.T.C. :

La nécessité d'une refonte profonde des institutions politiques, assurant à la fois l'autorité et l'efficacité de la démocratie et la participation effective des citoyens à l'élaboration et au contrôle de la politique de la nation, constitue une des préoccupations constantes de la C.F.T.C.

Nous avons l'intention, sans en aucune façon entrer dans la compétition électorale, de profiter de la période présente pour faire un effort particulier d'explication et d'information auprès des travailleurs, afin de sensibiliser davantage ceux-ci sur nos exigences de syndicalistes en matière de démocratie politique...

...Parallèlement à l'effort que sur notre terrain nous développons et qui est de nature à contribuer à faire progresser sur le terrain politique les chances d'un renouveau démocratique, nous pensons qu'il conviendrait que puissent coordonner leur action les forces politiques qui ont en commun de vouloir bâtir autre chose que le fascisme, une nouvelle IV^e République, ou un totalitarisme plus ou moins stalinien.

Et c'est notre vœu le plus cher que cette coordination soit réalisée.

● De la C.G.T. :

Nous sommes d'accord avec vous sur l'importance qu'il y a à mener une vigoureuse campagne pour le « non » au référendum. Comme vous le savez, la commission administrative de la C.G.T. s'est déjà prononcée pour le « non ». Jusqu'à ce jour, la C.G.T. est la seule centrale syndicale à avoir pris nettement cette position.

Sur votre proposition d'ouvrir, entre les organisations démocratiques, un débat en vue d'élaborer un programme commun, nous sommes d'accord et prêts à y participer.

Un volume au choix de la célèbre collection de classiques ASTREE offert gratuitement à nos lecteurs

Connaissez-vous la collection de classiques ASTREE ; la plus belle réussite, dans ce domaine, de l'édition française depuis la guerre ?

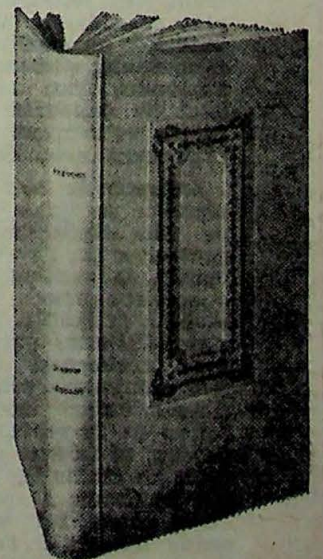
Son élégant format allongé 10,5x20, sa perfection typographique, ses illustrations puisées dans les documents anciens, sa reliure pleine toile couleur pastel, différente selon les siècles ? Si vous la connaissez, vous n'hésitez pas à répondre immédiatement à l'offre que nous sommes heureux de pouvoir faire à nos lecteurs : un septième volume gratuit (valeur 1.500 fr.) choisi à votre gré dans la liste de 21 titres, ci-dessous pour tout achat de 6 volumes de la même liste (vous avez d'ailleurs le droit de commander 2 ou 3 séries de 6 volumes auquel cas vous recevrez 2 ou 3 volumes gratuits).

Si vous ne connaissez pas encore la collection ASTREE, pour vous permettre d'apprécier cette offre, en examinant à loisir l'un de ces volumes, nous vous enverrons celui que vous choisirez, sans paiement préalable et avec la seule obligation de le renvoyer dans les 48 heures ou dans le même délai de confirmer l'achat de 6 autres volumes en gardant, sans le payer, celui que vous aurez reçu. Vous ne courez aucun risque, puisque vous ne confirmerez votre achat que si vous êtes entièrement séduit par cette collection. Mais hâtez-vous car la plupart des titres qui sont immédiatement disponibles (liste ci-contre) s'épuisent rapidement et les commandes seront strictement servies dans l'ordre de réception.

COLLECTION ASTREE

Volumes actuellement disponibles

- BALZAC : 1. La Cousine Bette ● 2. Eugénie Grandet ● 3. Le Médecin de campagne ● 4. César Birotteau ● 5. Le Curé de village ● 6. Une ténébreuse affaire ● 7. ARISTOPHANE : La Paix - Les Cavaliers ● 8. BAUDELAIRE : Les Paradis artificiels ● 9. BUSSY RABUTIN : Histoire amoureuse des Gaules ● 10. DIDEROT : Le Neveu de Rameau ● 11. DOSTOIEVSKI : L'Eternel mari ● 12. GOETHE : Faust ● 13. Abbé PREVOST : Manon Lescaut ● 14. RIMBAUD : Œuvres Complètes ● 15. ROUSSEAU : Les Rêveries du Promeneur Solitaire ● 16. SHAKESPEARE : Le Songe d'une nuit d'été - La Tempête ● 17. SOPHOCLE : Antigone - Œdipe-roi ● 18. TACITE : Œuvres choisies ● 19. TOLSTOÏ : La Sonate à Kreutzer - La mort d'Ivan Ilich ● 20. Contes et Fables ● 21. La Geste de Roland



BON

à adresser à notre service littéraire : LIBRAIRIE PILOTE, 30, rue de Grenelle, Paris (16^e).

Je désire acheter pour le prix de 6 volumes, les 7 volumes suivants N° et les payer comptant 90 NF (*) ou les régler en 6 mensualités de 16 NF (**).

(*) Mon achat étant ferme, veuillez m'adresser immédiatement les 7 volumes et trouver ci-joint un O (1) ou un C (2) et les payer comptant 90 NF (*) ou 16 NF (**).

(**) Cocher le mode de règlement choisi.

(*) Préférant voir un volume avant de me décider, veuillez m'adresser le N° Dans les 48 heures, je vous le renverrai intact ou vous confirmerai ma commande, en remplissant le bon (conforme à la formule 1) que je trouverai dans le livre.

Nom Profession Signature

Adresse

N° Compte bancaire ou postal

T.S.

LE TOUR N AN N

SIX MO



Cent voix de plus que Pompidou

(Keystone.)

DES sa promulgation, il fut évident que la constitution de la Cinquième République apportait dans ses bagages des germes dangereux de pouvoir personnel. Ces germes se développèrent d'abord lentement. Mais, à partir de la signature des accords d'Evian, l'impatience du pouvoir fut manifeste et l'on assista à une évolution très rapide, sinon dans les textes, du moins dans l'esprit des institutions. Cette évolution trouvera son terme dans une modification de la Constitution soumise à référendum.

Un tournant décisif

AU lendemain d'Evian, Michel Debré pouvait se montrer plein d'espoir quant à son futur rôle de « second. N'était-il pas le théoricien de la « Monarchie républicaine » ? La guerre d'Algérie étant terminée, il était temps, selon lui, de desserrer l'étreinte pesant sur le Parlement. Il conseilla donc des élections anticipées.

Cette mesure avait, à ses yeux, un triple avantage :

1° Avaliser la formule du gouvernement de législature à laquelle il tenait tant.

2° Faire élire une assemblée « introuvable » dans la foulée de la paix et pouvoir ainsi lâcher un peu de lest de ce côté.

3° Se retrouver chef d'un second gouvernement de législature.

Il pensait tellement que ce schéma se réaliserait qu'il avait fait préparer une brochure de 50 pages exposant le bilan de son gouvernement et qui devait être tirée à plusieurs milliers d'exemplaires. Cette vue était, en quelque sorte, un compromis entre le pouvoir « personnalisé » et l'existence d'un Parlement. C'était, en gros, l'esprit de la Constitution de 1958.

Michel Debré était sans doute fort mal informé puisque c'est un tout autre schéma qui se réalisa. Il fut proprement licencié, la vie du Parlement croupion fut prolongée et M. Pompidou arriva. Lors du vote d'investiture à l'Assemblée, il obtint d'ailleurs une centaine de voix de moins que Michel Debré en janvier 1959 (259 voix contre 128 et 119 abstentions le 27 avril).

Ce fait marqua le véritable tournant du régime. Ce qui est important, ce n'est pas le changement de ministre en soi, c'est que le général de Gaulle a délibérément choisi de dépasser sa Constitution de 1958, c'est qu'il s'est accordé un temps de réflexion pour la

QUATRE ANS DE POUVOIR GAULLISTE : LE BLU

NAPOLEON, Mac-Mahon, Mussolini, Franco, Pétain... et toujours la même rengaine : restauration de la confiance nationale, remise en ordre des Finances, rénovation de l'Armée, renouveau du prestige de l'Ordre, la Continuité, l'Honneur... et toujours la même fin misérable dans l'étonnement national ou la catastrophe militaire.

Car il est là le problème : échapper aux effets d'une propagande monstrueuse qui exploite implacablement, scientifiquement, les réflexes humains les plus dégradants (simultanément vanité, nationalisme, demain sans doute, racisme) et peur de l'inconnu, d'un avenir sur lequel on concentre cyniquement toutes les menaces, pour voir où réellement nous en sommes.

Laissons de côté le problème algérien puisqu'on nous demande très explicitement de nous prononcer sur l'avenir. En ce domaine, la caution de prétendus « services passés » a toujours mené à la faillite. Il ne me souvient d'ailleurs pas qu'en aucun pays réellement démocratique, une campagne politique ait eu comme unique support l'exploitation de la reconnaissance populaire, et lorsque Churchill, qui avait au moins les mêmes droits que de Gaulle à l'administration de sa patrie, fut renversé, personne ne cria à l'assassinat, et l'analyse au jour le jour de l'homme de la rue toujours a valu les plus subtils raisonnements des spécialistes.

POLITIQUE MONDIALE : On nous dit que la France a repris son rang de grande puissance : cela ne se manifeste guère que par la multiplication des voyages de prestige et des spectacles d'apparat. Pour le reste, pour les choses sérieuses, les tête-à-tête anglo-américains et américano-russes n'en continuent pas moins. Sur tous les grands problèmes mondiaux, Berlin, Cuba, Proche-Orient, Sud-Ouest Asiatique, de Gaulle se contente de refuser, dédaigneusement il est vrai, des avis qu'on ne lui demande pas. La France en est toujours à solliciter son accès aux secrets atomiques et l'O.T.A.N. semble se porter aussi bien (ou aussi mal) qu'auparavant.

AFFAIRES EUROPEENNES : N'ayant pu s'opposer à un processus d'intégration économique amorcé avant sa venue au pouvoir et dont manifestement la dynamique le dépasse, impuissant à empêcher plus longtemps l'Angleterre et ses amis de rejoindre le Marché commun, de Gaulle semble réduit aux mouvements d'humeur, aux tentatives de diversion dont on voit mal ce qu'elles lui rapportent, sinon, à l'extérieur, la méfiance puis l'agacement de nos partenaires les mieux disposés, à l'intérieur le désarroi de tous ceux, politiques, producteurs, fonctionnaires, qui collaborent à cette entreprise. Bien entendu, cette analyse ne vaudrait pas si de Gaulle s'était promis d'assurer la prépondérance allemande que son récent voyage, une fois disparus les colifichets qu'on a tant

agités devant nous, a finalement si bien mise en valeur.

POLITIQUE INTERIEURE :

Traiter notre pays sur le ton employé dans les trois derniers discours présidentiels, c'est ce qu'aucun chef d'Etat français n'avait encore osé faire. Coaliser contre soi tous les représentants de la Nation, exception faite du patronat, c'est ce que nul n'avait encore réussi.

Etre attaqué par tous les journaux, censuré par une grève de la Télévision lorsqu'on est le seul chef de gouvernement à posséder un ministre de l'Information, vivre chaque instant sous la menace d'un attentat lorsqu'on entretient aussi généralement un nombre de policiers, barbouzes, gorilles... sans égal dans le monde libre, cela tient du tour de force.

POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE : Miracle, miracle, miracle. Tout le monde en convient, et la preuve : les Américains eux-mêmes... et miracle qui remonte loin puisqu'au lendemain de son retour, de Gaulle revendiquait comme signes de la résurrection française, la Caravelle, l'Alouette et le pont de Tancarville.

Soyons sérieux. La production française progresse rapidement, le Plan si critiquable d'un point de vue socialiste, fournit aux capitalistes un bon cadre de travail ; le secteur nationalisé assure bien son rôle de moteur économique, le changement d'attitude des Français devant la vie offre, en même temps que le

spectacle d'un dynamisme étonnant, des espoirs très concrets pour l'avenir. Mais à qui fera-t-on croire que cela c'est au gaullisme que nous le devons ?

Comment soutenir que la résurrection d'une économie peut s'effectuer en deux ou trois ans, alors qu'il faut plus de temps pour construire un barrage ou une usine, et plus encore pour lancer une fabrication nouvelle ? Comment prétendre (et d'ailleurs nul ne s'y hasarde tant cela serait grotesque) que cette bonne santé soit le fait d'un parti dont, quelques rares personnalités mises à part, la médiocrité est devenue proverbiale.

Alors ? Qu'on cesse de nous dire que la prospérité (capitaliste s'entend) actuelle n'est que le résultat normal d'une gestion habile et durera tant que durera cette gestion, puisque trop d'exemples, et trop récents, ont établi l'impuissance des experts sur les cycles économiques.

Qu'on nous dise aux dépens de qui la stabilité monétaire actuelle a été acquise, à la faveur de quels calculs les capitalistes cachés à Pétranger ont repris le chemin de nos banques.

Qu'on nous rappelle qu'en d'autres périodes, et par exemple entre 1953 et 1956, le développement économique s'effectuait également dans la stabilité, et qu'en même temps, depuis 4 ans, le pouvoir d'achat augmentait d'environ 10 p. cent par an.

Qu'on reconnaisse que les 4 p. cent de M. Debré, les arguments opposés aux grévistes, n'étaient

qu'ignobles et vains espoirs d'un régime introuvable.

Est-il besoin de rappeler que les Souverains ne peuvent pas faire naître du logement, de la cession d'une route, de la création d'écoles, à la demande du paysan... et que les menaces ajoutées à la frappe, sans menaces de la part de l'institution républicaine.

Les psychanalystes bien entendu, bien sûr, rationnelles, pas là, bien sûr, pas de protection sur pied tant n'imaginez pas que tout est en somme très simple, dans ce monde, dans le P.S.U. garde, et que de Gaulle nous ne pouvons pas voter votre département. Nous ne pouvons pas voter votre département politique ne peut pas être en partie, mais existe. Nous ne pouvons pas voter votre département politique ne peut pas être en partie, mais existe. Nous ne pouvons pas voter votre département politique ne peut pas être en partie, mais existe.

T D U R E G I M E

IS DE MISE EN CONDITION

modifier dans un sens beaucoup plus conforme à ses vues. Il a ainsi prouvé que le régime institué en 1958 n'était, dans son esprit, qu'un compromis de transition. Débarrassé de la guerre d'Algérie et fort de 17 millions de oui au référendum, le moment lui a paru propice pour préparer un nouveau « bond en avant ».

C'est le rôle qu'il a fixé au cabinet Pompidou.

Le choix d'un chef de gouvernement non parlementaire — le premier de notre histoire — était d'ailleurs un ballon d'essai dans le sens des changements souhaités.

La personnalisation s'accroît La mise en condition

P ENDANT les mois de printemps se déroule un étrange jeu tragi-comique. L'O.A.S. met l'Algérie à feu et à sang sans vraiment arriver à faire détourner les yeux du général. Celui-ci, persuadé, par les résultats mêmes du référendum, que son autorité est sans limites, devient de plus en plus cassant. Les corps intermédiaires sont de plus en plus ignorés.

Les ministres eux-mêmes sont de moins en moins dans le secret du dieu. Ils voient leur rôle se réduire à celui de technocrates inodores ou de serviteurs zélés. Ils discutent, ils détaillent, ils exécutent. Le général conçoit.

Il conçoit et il « incarne ». Cela lui permet de passer par-dessus les « sautes d'humeur politiques ». La plus spectaculaire est naturellement la démission des cinq ministres M.R.P. après le camouflet public de la conférence de presse du 15 mai.

Le général n'accepte le dialogue qu'avec « la base ». Il « va au peuple ».

Pour cela, deux moyens qu'il utilise bien souvent qu'auparavant :

1° Les tournées des popotes provinciales.

2° Les allocutions télévisées.

Le succès des premières peut paraître incompréhensible en regard de la situation politique et sociale. Mais que ne ferait-on pas avec des villageois manquant de distractions et pour qui la visite d'un chef d'Etat remonte à Dagobert ? Il faut dire que le général a un « style », qu'il parle tête nue sous la pluie et qu'il échappe à un attentat à Brive. Ces tournées provinciales lui permettent d'entreprendre une campagne systématique de dénigrement vis-à-vis des partis.

(Il fait LA politique tandis que les autres font DE la politique.) C'est un signe de personnalisation qui fit ses preuves dans d'autres pays et en d'autres temps.

Pour la télévision, retenons l'allocution du 8 juin qui porte un signe tout aussi inquiétant que le précédent : la falsification de l'histoire. En effet, de Gaulle n'hésite pas à affirmer qu'il s'est opposé en mai 1958 à « une entreprise d'usurpation » !

Les corps intermédiaires démissionnent

I L faut dire que de Gaulle est bien aidé par les corps intermédiaires qu'il méprise : Parlement, magistrature, grands corps de l'Etat. On assiste en effet, de la part de ceux-ci, à une démission sans précédent dans notre histoire.

Le Parlement, réduit à la portion congrue, semble finalement content de son sort. Il vote des motions de censure mais en prenant bien garde qu'elles ne puissent pas renverser le gouvernement.

A propos de l'examen des crédits supplémentaires demandés par le gouvernement pour l'usine atomique de Pierrelatte, la motion de censure n'eut ainsi que 206 voix, alors qu'elle pouvait raisonnablement en espérer plus.

Le problème de la construction européenne amena aussi une réaction de l'Assemblée. Mais, là encore, il faut bien reconnaître que l'on évita de rompre ouvertement et définitivement. La majorité bouda le débat de politique étrangère et publia, dans son coin, un manifeste qui réunit 293 signatures. Largement de quoi mettre le gouvernement en minorité !

La S.F.I.O. demeure dans « l'opposition constructive », le M.R.P. ne pratique « ni l'opposition systématique ni le soutien inconditionnel ». Bien mieux, manœuvrée par une majorité réactionnaire, l'Assemblée nationale décore systématiquement les pâles projets de réforme qui lui sont proposés ! Le meilleur exemple est celui de la loi agricole de Pisani.

Rappelons aussi le renoncement devant la demande de levée de l'immunité parlementaire de Georges Bidault. Finalement, le 5 juillet, celle-ci l'accepte par 241 voix contre 78.

De Gaulle porte d'ailleurs aux parlementaires un coup dont ils ne se relèveront pas

en supprimant, le même jour, le mandat des 102 élus algériens. Comme toujours, le général a choisi la procédure la plus brutale et la plus humiliante. Gaston Monnerville ne peut exprimer que « la grande tristesse du Sénat » !

La magistrature, de son côté, donne un exemple d'abdication assez rare. Le Haut Tribunal militaire se couvre de honte en épargnant la tête de Salan. A quoi ressemble alors l'exécution de quelques tueurs à gages mineurs ? Comment, dans ces conditions, empêcher de Gaulle de créer des tribunaux d'exception ? Comment l'empêcher de prendre des mesures portant manifestement atteinte à la liberté individuelle ? Autre exemple d'abdication : les représentants qualifiés des organisations professionnelles ne sont pas consultés pour l'adoption de mesures les concernant directement. Elles grognent... et passent l'éponge. Ces démissions en chaîne amènent celle de la nation tout entière.

Un attentat et un voyage

P ENDANT tout ce temps, le bruit de la révision constitutionnelle court. De Gaulle, retiré dans sa résidence-couvent de Colombey, attend l'occasion favorable. Celle-ci se présente sous la forme de douze tueurs qui l'attendent au Petit-Clamart. Lors de la conférence de presse du 15 mai, un journaliste du « Monde » avait posé la question de l'avenir du régime. Le général s'en était tiré par une pirouette : « Ce qui est à redouter, ce n'est pas le vide, c'est plutôt le trop-plein. » Quinze jours plus tard, « Candide » titrait : « Une angoisse unanime : que se passerait-il s'il disparaissait ? » Le suspense servait les plans du général. C'est en effet en jouant sur la peur du vide qu'il pensait faire passer sa réforme...

Après l'attentat manqué du Petit-Clamart, il juge la mise en condition suffisante. Quelques jours plus tard, on annonce une révision prochaine.

Le voyage en Allemagne vient parachever cette œuvre de longue haleine. C'est une nouvelle « tournée des popotes », mais à l'échelle européenne. Le délire qu'elle soulève en Allemagne est inquiétant. Certains s'en consolent en pensant « qu'il vaut mieux que ce soit un général français qu'un caporal autrichien qui l'ait déclenché ».

La modification autoritaire de la Constitution

C ELA confirme le général dans son idée : les 75 % de suffrages dont il dispose en France se transforment en 90 % à l'échelle européenne. Il dévoile donc son plan : élection du président de la République au suffrage universel. Pour imposer cette réforme, toujours la même méthode : ignorer le Parlement et en appeler directement au « peuple ».

Le prétexte invoqué est également le même : assurer l'avenir du régime et le garantir contre tout coup d'Etat. En fait, il s'agit de donner au Président le seul avantage qu'il n'eût point encore sur le Parlement : être élu directement. Ayant tous les autres, le déséquilibre entre le législatif et l'exécutif ne peut que s'accroître.

S'accroître au profit du pouvoir personnel.

Le 20 septembre, donc, le visage du général-président apparaît à la télévision. Passant par-dessus la « classe politique », il s'adresse directement au « peuple ». Il choisit naturellement la voix anticonstitutionnelle pour réviser sa révision. Notons que le Conseil d'Etat et le Conseil constitutionnel se sont tous deux prononcés contre la réforme. De Gaulle sait très bien que le projet va rencontrer l'opposition de tous les partis, sauf de l'U.N.R. Il sait aussi que la procédure employée va rejeter dans le camp adverse pas mal d'hésitants (lors du scrutin du 5 octobre, il y aura même quatre députés U.N.R. pour voter contre). Il agit donc en toute connaissance de cause. Il n'y a aucune erreur de tactique ou sous-appréciation des obstacles. Il y a une volonté délibérée de « casser du parlementaire », une volonté de supprimer dans le pays, et pour longtemps, toute vie politique réelle. La véritable raison est là. Elle n'est pas dans la nécessité d'assurer la continuité des institutions en cas d'accident. Elle n'est pas dans une hypothétique restauration de la monarchie.

La date des élections est rejetée vers le 20 novembre, le temps nécessaire pour mettre l'électeur en condition par la radio et la télévision.

De Gaulle livre sa plus grande bataille depuis 1958. Du résultat dépend l'avenir de la démocratie.

FF DU REDRESSEMENT

ensonges antiso-
la seule perspec-
tendum suffit à
ressources hier

de polémiquer ?
de nos préoccupa-
que le drame al-
asse tout : crise
scolaire, né-
forme fiscale, in-
crédits consacrés
hôpitaux, aux
cherche, malaise
ublique, malaise
elles pas tou-
s'en est-il pas
anes : force de
es immobiliers,
entes contre les
icaines ?

es connaissent
mes des ngois-
des peurs ir-
s n'en sommes
et l'actuelle va-
ions remettant
de gens qu'on
qu'agenouillés
preuve de san-
il est bon que
aussi les mili-
tient à l'avant-
seuls encore à
: « Non seule-
signons en rien
is nous le sou-
sons que la vie
viendra pas ce
la IV', et cela,
que le P.S.U.
entons désor-
pour marquer le
de notre pré-
tinuer la lutte
le régime de
socialisme. »



(Keystone)

... mais depuis quatre ans, c'est toujours le colonel de BONNEVAL qui ouvre les portes pour MON GENERAL.

Berlin, toujours BERLIN

BEAUCOUP de remue-ménage ces temps-ci autour de Berlin. De quoi s'agit-il ? Essayons de résumer.

1) Côté occidental, Schroeder, ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, se rend à Washington. Au même moment se déclenche en Allemagne une « l'intervention de la Bundeswehr en cas d'atteinte à la liberté de Berlin-Ouest ». Strauss, ministre de la Défense, et le bureau de la C.D.N., la Démocratie chrétienne d'Adenauer, donnent le ton.

2) Côté oriental, le leader polonais Gomulka va à Berlin Est. Il prend la parole devant la Chambre du Peuple d'Allemagne démocratique ; un traité de paix séparé sera bientôt signé entre les états socialistes et la R.D.A. puisque les Alliés ne sont pas décidés à régler l'ensemble du problème allemand, indique-t-il. D'autre part, pas question de réviser la frontière germano-polonaise fixée sur la ligne Oder-Neisse.

3) Sur le plan du dialogue Est-Ouest, le ministre soviétique Gromyko qui suit les travaux de l'O.N.U. à New York, demande à voir Kennedy à la Maison Blanche, la rencontre a lieu en présence du secrétaire d'Etat Dean Rusk. Pendant ce temps, à Moscou, Khrouchtchev confère pendant trois heures avec l'ambassadeur américain.

Personne ne songe au conflit

Tout cela, bien sûr, c'est de la diplomatie ultra-secrète. Dès lors, toute interprétation devient en quelque sorte prophétie, avec ce que cela comporte d'incertain. Mais ce n'est pas, semble-t-il, s'avancer trop que de dire que Khrouchtchev est résolu, une fois, comme il l'a annoncé, les élections américaines de novembre passées, à agir, c'est-à-dire à signer le traité de paix avec Ulbricht. Le problème est donc maintenant pour lui, de signer sans courir le risque de la guerre, d'où la multiplicité des entretiens soviéto-américains. Le ballet des diplomates est donc en fait une mise en place psychologique destinée à éousser les effets du traité séparé qui permettra au leader soviétique de sauver la face sans, du moins pour le moment, attenter aux positions alliées à Berlin-Ouest. Il s'agit là, certes, de tout un jeu subtil et complexe. Mais il faut en retenir surtout que, décidément et fort heureusement, personne ne veut songer à un conflit ouvert.

G. B.

CUBA : Aggravation de la situation

LA brusque décision de Kennedy, mettant l'embargo sur « tout équipement militaire offensif » à destination de Cuba, vient d'aggraver considérablement la situation dans les Caraïbes.

Cédant à la pression des républicains tenus pour l'essentiel par des considérations de politique intérieure à la veille des élections, Kennedy vient de prendre des décisions d'une portée incalculable.

40 navires, 20.000 hommes dont 6.000 « marines » sont depuis minuit l'instrument du blocus de Cuba. Le prétexte ? La construction éventuelle dans l'île de Cuba de six bases de missiles à portée intermédiaire, capables d'atteindre des distances de 32.000 à 40.000 kilomètres.

Compte tenu des événements de ces dernières années et de la campagne positivement hystérique qui se déroule autour de Cuba, aux Etats-Unis, les plus grandes inquiétudes peuvent être nourries quant au développement de la nouvelle situation.

A l'heure où ces lignes sont écrites, on attend la réaction du gouvernement soviétique, qui ne peut être que virulente. Une épreuve de force est engagée, dont les risques sont sérieux.

Le fait que Gromyko, retour de l'O.N.U., se soit arrêté à Berlin-Est pour conférer avec les dirigeants de l'U.R.S.S. risque de se traduire par de nouvelles pressions, et probablement la signature du traité de paix avec l'Allemagne de l'Est.

Pendant ce temps, le peuple cubain se mobilise. Avec quelque angoisse, sans doute, car se sentant l'enjeu d'un conflit qui dépasse la seule expérience cubaine.

Tous les socialistes de ce pays ne peuvent que proclamer leur solidarité effective avec le peuple cubain en cette dure épreuve. Car si des compromis se dessinent, ils ne sauraient en aucun cas être faits sur le dos du peuple cubain.

Dès maintenant, il faut donc rendre plus effective notre solidarité.

C.G.

Les élections Brésiliennes et la défaite de QUADROS

S'IL est vrai que, dans l'ensemble, les élections du 7 octobre ont renforcé les groupes du Centre, le scrutin a été marqué par quelques résultats très spectaculaires.

La défaite de Janio Quadros à Sao Paulo, au bénéfice de son vieil adversaire Adhemar de Barros, peut paraître surprenante. En réalité, les Brésiliens ont difficilement pardonné à Quadros l'ambiguïté de son départ de la présidence du Brésil. Cela veut-il dire que la carrière politique de l'ancien Président est terminée ? Probablement pas, dans un pays où les retours de carrière sont fulgurants.



Carlos LACERDA

Plus intéressante est la défaite totale de tous les candidats soutenus par le très réactionnaire Carlos Lacerda au bénéfice de candidats nettement plus marqués à gauche comme Brizzola, beau-frère du Président Goulart.

Plus significative encore est la victoire de Miguel Arraes dans l'Etat de Pernambouc. Ici la bataille nette gauche contre droite est remportée par la première.

Dans cette région sous-développée et où la situation très très explosive, cette victoire revêt une énorme importance.

Le Président Goulart sort renforcé de ces élections, mais l'équilibre général n'en reste pas moins précaire.

D'autant plus que, dans beaucoup d'Etats, les coalitions en présence étaient confuses et qu'il faudra un certain temps pour qu'apparaissent les clivages réels du nouveau Congrès.

Nouveaux incidents policiers sur la Côte Basque

Bayonne, 22 octobre 1962.

CETTE semaine, quatre Basques espagnols, réfugiés politiques à Bayonne et Biarritz, ont fait, de la part du ministère de l'Intérieur, l'objet d'un arrêté d'expulsion du territoire français, sous prétexte de liaison avec des milieux antifranquistes en Espagne.

On ne relève contre eux aucune activité antifrançaise ; ils ont un permis de séjour en règle et un travail régulier. Dans l'immédiat, ils ont reçu un arrêté d'assignation à résidence provisoire à Laval, Caen et dans la Meuse. Papiers confisqués avec carte de séjour, permis de travail ; seul le papier d'assignation à résidence leur sert de laissez-passer pendant le voyage (non payé) ; aucune garantie de travail là-bas.

Il s'agit d'un échange de bons procédés entre Paris et Madrid, échange O.A.S. contre réfugiés politiques qui ont quitté leur pays à la suite des récentes grèves en Pays basque. L'un d'entre eux qui a quitté les Basses-Pyrénées a fait l'objet de recherches de la police française dès le mois d'août, avant l'arrêté de M. Frey.

Le mouvement de protestation a été assez vaste pour provoquer la formation d'un comité de défense comprenant des personnalités venues d'un large horizon politique, parmi lesquelles le P.S.U. se doit d'être représenté. La nouvelle association espère qu'un mouvement d'opinion incitera le gouvernement français à reconsidérer sa décision.

S. Lacoste.

A NOS LECTEURS

Le Bureau national, unanime, après avoir pris connaissance du rapport de l'administration du journal, a décidé d'augmenter TRIBUNE SOCIALISTE de 20 CENTIMES (20 anciens francs).

Si nous voulons que notre parti conserve son moyen d'expression le plus populaire, cet outil qui lui permet de pénétrer dans les milieux de sympathisants, si nous voulons que TRIBUNE SOCIALISTE paraisse régulièrement, améliore sa qualité, il faut que vous fassiez tous un très gros effort de diffusion.

C'est vous tous qui avez entre vos mains l'avenir de TRIBUNE SOCIALISTE.

La situation sanitaire en Algérie

Un de nos camarades, Pierre Court, parti en Algérie comme médecin au lendemain des accords d'Evian, vient de nous faire parvenir d'intéressantes informations que « Tribune Socialiste » est heureuse de communiquer à ses lecteurs.

DEPUIS le mois de mai 1962, environ 150 médecins et infirmiers français, parmi lesquels nombre de nos camarades, ont travaillé comme volontaires dans les services sanitaires d'Algérie.

Au début il s'agissait de soigner dans des conditions de fortune, dans des cliniques réquisitionnées par le F.L.N. les innombrables victimes de l'O.A.S. ; ultérieurement il a fallu pallier — tant bien que mal — la fuite des médecins pieds-noirs partis en abandonnant leurs malades et leurs services hospitaliers. Il a fallu faire front à l'immense pathologie de l'infection, de la famine, et de l'anxiété. Inutile de préciser que l'aide des médecins démocrates français, apportée simultanément avec celle de gouvernements étrangers (U. S. A., pays de l'Est, Yougoslavie, Syrie, Egypte) eut une grande valeur sym-

bolique mais ne suffit nullement à satisfaire l'immensité des besoins.

Par ailleurs, il est remarquable de noter que certaines des cliniques utilisées, sans propriétaire ni statut clairement défini, sont en fait gérées collectivement depuis plusieurs mois par l'ensemble de leur personnel.

Les problèmes.

Avant l'Indépendance il y avait en Algérie 2.000 médecins soit 1 pour 5.000 habitants (1 pour 1.000 en France). Mais ce chiffre moyen masquait une très grande inégalité dans la répartition par région. Alger et Oran villes de peuplement européen, avaient une densité médicale comparable à celle de la France, cette densité devenant par contre très faible dans certaines régions comme le Constantinois, où l'on trouvait les chiffres extrêmes de 1 médecin pour 50.000 habitants et même 1 pour 100.000.

Actuellement la situation est encore aggravée du fait du départ de la majorité des médecins pieds-noirs et de la faiblesse numérique des médecins algériens (150 à 200 sur 2.000 médecins).

Mais le problème le plus angoissant est certainement le manque de

personnel paramédical compétent (infirmiers, assistantes sociales, sages-femmes, anesthésistes, etc.).

En effet les possibilités de travail d'un médecin, surtout dans le bled, sont décuplées, s'il peut s'appuyer sur des auxiliaires nombreux et expérimentés.

Or, en septembre à l'hôpital Mustapha d'Alger, il ne restait plus que 55 infirmiers sur 260 et 60 aides-soignants sur 546.

On mesure à ces chiffres la terrible carence du système colonial dans le domaine de l'enseignement professionnel, sans parler des autres domaines de l'enseignement et de la formation.

Les solutions.

Les autorités algériennes se sont attaquées résolument à ces problèmes : d'abord, un certain nombre d'infirmiers de l'A.L.N., mûris à la dure école des maquis ont été immédiatement affectés à des postes civils en même temps que des contrats intéressants sont offerts à la main-d'œuvre étrangère (essentiellement française).

Surtout, de tous côtés, patronnés par des organismes divers (armée - Croissant-Rouge - Assistance Publi-

que - Municipalités - U.G.T.A. - enseignement technique) s'organisent des cours de formation d'auxiliaires médicaux, soit d'une durée normale de 2 ans, soit d'une durée accélérée de 3 à 6 mois.

L'idée dominante est que chacun doit apprendre à celui qui sait un peu moins.

Ces divers enseignements déjà en voie de réalisation s'inspirent directement du Programme de Tripoli qui comporte les autres points suivants concernant la Santé :

a) Développement d'un service national de santé qui prend en charge tous les hôpitaux et installations sanitaires.

Ce service national de santé fonctionnera avec les médecins de plein temps qui bénéficient de meilleures conditions de travail et de recherches et peuvent seuls accéder à la carrière universitaire et hospitalière.

b) Campagnes avec l'aide des organisations de masse et de l'armée contre les épidémies, les maladies contagieuses et pour le développement de l'hygiène et l'amélioration de la santé.

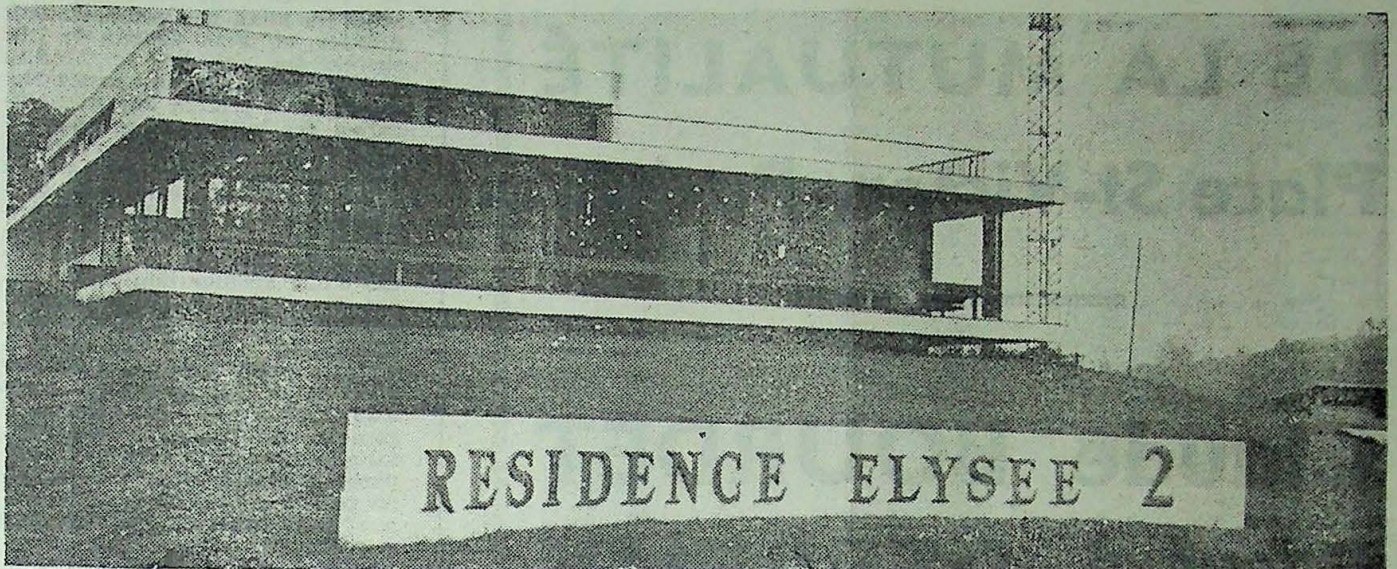
Il semble que les responsables soient décidés à appliquer rapidement la totalité de ce programme.

Dr P. C.

L'Affaire Élysée II

La Haute Banque s'intéresse à la Construction

Des dizaines d'articles — plus ou moins sensationnels — ont déjà été écrits sur ce qu'il faut bien nommer l'« affaire Élysée II ». Directement ou par sous-entendus, des noms ont été jetés à une opinion toujours friande de scandales. Des hebdomadaires d'échos, des quotidiens n'ont pas hésité à parler d'une nouvelle affaire du C.N.L., mais beaucoup plus importante. Le tribunal administratif de Versailles en décidant de surseoir à l'exécution du permis de construire, est venu apporter une espèce de justification à la campagne. Y a-t-il un scandale? Certes. Mais il n'est pas là où presque tout le monde a voulu — en toute bonne foi — le situer. L'affaire est à la fois plus complexe et plus simple. Essayons d'y voir clair.



« Casser » les prix en augmentant le confort et le standing

(Photo TRIBUNE.)

EN mai dernier, une abondante publicité immobilière orne les colonnes de plusieurs publications allant de « l'Aurore » à « l'Express » en passant par « le Figaro » et « Paris-Match ». De quoi s'agit-il? Un grand ensemble de luxe — qualité avenue Foch à la campagne — doit être édifié sur un vaste terrain à cheval sur les communes de La Celle-Saint-Cloud et de Bougival. D'ici fin 1964, 1.200 logements de grand standing doivent être édifiés. Sur le plan administratif l'affaire est parfaitement régulière : le permis de construire a été obtenu en janvier 1962 et quelques semaines plus tard une décision d'octroi de prime à 6 NF a été rendue. Très vite — en raison tant de la force persuasive de la publicité que de la valeur réelle de l'investissement — les douze cents appartements sont vendus. En moins de quatre semaines, plus de 100 000 personnes ont visité l'appartement témoin (un bureau de vente fonctionnait jusqu'à 22 heures!) et un peu plus de 1 p. 100 des visiteurs conquis, ont sorti leur carnet de chèques. Pour devenir les heureux propriétaires de la petite merveille il n'en coûte que de 900 à 1.200 NF le m² soit environ 100 000 NF pour un appartement moyen.

Cinq mois plus tard des bruits fâcheux circulent, des « révélations » sont publiées. 700 millions d'anciens francs auraient été dilapidés dans la campagne publicitaire et les acquéreurs devraient en supporter leur quote-part; les fondations spéciales — fort onéreuses et à la charge des acheteurs — rendraient difficile la réalisation; les caisses seraient vides et l'on attendrait le lancement d'une nouvelle opération pour renflouer

Élysée II selon le principe bien connu des vases communicants, etc. Que s'était-il passé?

Plusieurs hypothèses

L'ampleur des moyens mis en œuvre laisse difficilement subsister celle d'une affaire politique. Mais que pouvait-on reprocher au ministre de la Construction d'alors, M. Sudreau. Des dérogations? Certes il est vraisemblable qu'il y en eut plusieurs et qui avaient été refusées à d'autres. Mais une telle pratique est courante. En raison de l'abondance, voire de la contradiction de la réglementation il est peu de constructeurs qui n'en bénéficient un jour ou l'autre. Il serait facile de faire la liste des programmes publics (H.L.M.), semi-publics (Caisse des Dépôts) ou privés qui en ont bénéficié; elle serait impressionnante. Le fait, ici, est trop mince en soi. Certes il est aussi possible que l'on ait voulu mettre en position délicate un ou deux personnages de presse qui avaient ouvert largement leurs colonnes à la publicité d'Élysée II. L'une des « têtes » de l'opération n'est autre en effet que le gendre de M. André François-Poncet, du conseil d'administration du « Figaro » lequel journal a manifesté ces dernières semaines une opposition assez souple à la politique constitutionnelle du président.

Mais il nous semble plutôt qu'il faille rechercher une explication dans le contexte actuel du marché de la construction. Avant de lancer cette opération, les mêmes promoteurs avaient mis sur le marché avec le même effort de publicité, un premier programme de 300 logements : Élysée I. L'intérêt n'était pas centré sur

la réalisation mais sur son accessoire, la prime offerte : une petite Fiat 500. Là encore ce fut un succès. Avec Élysée II si la publicité resta la même, le centre d'intérêt fut porté sur la qualité de la construction (pierre de taille, marbre), des finitions (cuisine entièrement installée, réfrigérateur de salon, moquette, salle de bain 1900, etc.). Il s'agissait vraiment d'un appartement « prêt à habiter » : aucune retouche n'était nécessaire. Dans l'heure de l'emménagement la maîtresse de maison pouvait servir un repas complet. Les prix pratiqués étaient relativement bas, entre 950 et 1.200 le m². Or sur le marché parisien, se vendait voici un an, une construction très ordinaire de style plan courant; aucune peinture, pas d'installation intérieure, mais une vue imprenable... sur le métro aérien. Ceci pour 1.450 nouveaux francs le m²; ailleurs, dans un quartier « chic » où la situation géographique tient lieu de qualité, un immeuble est proposé sur la base départ d'environ 2.500 NF le m² sans aucun aménagement ceci « pour que l'acquéreur puisse décorer son home selon sa propre personnalité »!... Plus de 100.000 personnes ont visité Élysée II où un appartement témoin confortable et fini était livré pour un prix assez bas. Elles voudront demain retrouver la même chose. Elles risquent de devenir plus exigeantes. En « cassant » les prix du marché, en augmentant standing et confort, en organisant une publicité à l'américaine les promoteurs d'Élysée II ne mettaient-ils pas certains concurrents en difficulté?

Enfin, le financement de l'opération au moyen de prêts aux acquéreurs — ceux-ci achetant à crédit pour la plupart — laisse, si nous en croyons un calcul déjà publié, un peu plus de deux milliards d'intérêts,

d'agios et de commissions diverses. Si un groupe financier avait raté cette affaire, il aurait pu en conserver quelque dépit...

L'on voit donc, en fonction de ces hypothèses, que les intérêts en cause pouvaient être nombreux. Alors où est le scandale? Sur le plan de la rigueur financière, il n'y en a pas. Mais il en est un autre que personne n'a dénoncé.

Le terrain sur lequel Élysée II se construit — les murs sortent déjà de terre — aurait pu être acquis au profit d'organismes H.L.M. et 1.200 logements construits pour ceux qui ont vraiment besoin d'un appartement confortable et qui en sont privés depuis toujours. Si la spéculation foncière et immobilière n'existait pas, si la municipalisation du sol était autre chose qu'une revendication fondamentale du P.S.U., l'on n'aurait jamais parlé d'Élysée II. Et 1.200 logements ne seraient pas construits au bénéfice des seuls privilégiés de la fortune. C'est là que réside le véritable scandale.

Car ne nous y trompons pas, les méthodes et les moyens mis en œuvre par les uns et par les autres relèvent de la même politique, de la même conception des affaires, et les rôles auraient pu être inversés. Ce ne sont pas ces clans qui résoudront la crise du logement : les « victimes » d'aujourd'hui comme les « accusateurs » en vivent. S'il est vrai que les scandales marquent une époque, un régime, alors la V^e République aura, pour les historiens de l'avenir, un signe distinctif : commencée sous Pouillon, elle poursuit son chemin au rythme d'un nouvel hymne : la marche des requins.

François Maisson.

Lecteurs de « TRIBUNE SOCIALISTE » vous devez lire et faire lire...

LES F.T.P. de Charles Tillon

1940/1944, années de souffrances et de deuils pour la France, mais alors que certains s'abandonnent au désespoir et à la résignation, que d'autres bâtissent des fortunes sur le malheur de leurs compatriotes, que d'autres encore accueillent comme une « divine surprise » cette instauration d'un ordre nouveau, imposée par l'étranger et collaborent avec l'invasisseur hitlérien, le Peuple de France dans son immense majorité, sans distinction de classe et de religion, organise la résistance à l'oppression. Charles TILLON, ancien Commandant en chef des F.T.P., dans un livre de 700 pages, a retracé l'épopée de ceux qui furent à la fois la masse et l'avant-garde de la résistance intérieure; les francs-tireurs et partisans français.

Cet ouvrage écrit dans un style vif, alerte, enthousiaste, qui en rend la lecture plus passionnante que le meilleur des reportages, vous fera revivre la lutte ardente de ces Français qui acceptaient le sacrifice de leur vie pour des « lendemains qui chantent ». Vous suivrez jour après jour l'action de cette résistance populaire profondément enracinée dans le peuple fran-

çais qui, répudiant tout attentisme, commença dès l'armistice de 40 pour se terminer par l'embrasement final de l'insurrection de juillet-août 1944. Vous participerez à cette lutte acharnée et sans répit des F.T.P. Conquêtes par la force sur l'ennemi des armes que Londres refuse de leur livrer. Grèves, neutralisation des « colabos », sabotages (par dizaines de milliers) du potentiel de guerre allemand, attentats, guérillas, combats de rues ou de maquis, insurrection nationale.

Lecteurs de TRIBUNE SOCIALISTE « Les F.T.P. » de Charles TILLON vous fera vibrer tour à tour d'enthousiasme, de colère et d'espoir. D'espoir en l'avenir d'un peuple qui sut, il y a 18 ans, dire NON au fascisme.

Profitez des conditions exceptionnelles qui vous sont offertes (franco de port et d'emballage, faculté de retour) en retournant dès aujourd'hui ce bon à la Librairie PILOTE 30, rue de Grenelle; mais hâtez-vous, car le tirage est en voie d'épuisement et les commandes seront livrées dans l'ordre de leur arrivée. (1 vol. 700 pages sous jaquette couleur : 27 NF.)

ancien Commandant en Chef des Francs-Tireurs Partisans Français

HOMMAGE DE LA PRESSE

Important ouvrage... documentation extrêmement précieuse. (L'HUMANITE.) — Charles Tillon a bien servi l'histoire de la résistance. (LETTRES FRANÇAISES.) — Irréfutable... (FRANCE D'ABORD.) — Enthousiasmant... lire les F.T.P. c'est non seulement revivre une page héroïque de notre pays, c'est aussi mieux comprendre les événements d'aujourd'hui. (VIE OUVRIERE.) — Les preuves ont remplacé les affirmations. (LIBERATION.) — Plus qu'un témoignage, une monumentale histoire. (COMBAT.) — Charles Tillon dégage le véritable caractère de cette Libération. (HUMANITE-DIMANCHE.) — Son récit nous concerne tous. (FRANCE-OBSERVATEUR.)

BON

à adresser à la Librairie PILOTE (Service Littéraire de Tribune Socialiste), 30, rue de Grenelle, PARIS (7^e).
Veuillez m'adresser aux conditions exceptionnelles mentionnées dans votre annonce « LES F.T.P. » de Charles TILLON. Veuillez trouver ci-inclus libellé au nom de la Librairie PILOTE ○ chèque bancaire ○ chèque postal ○ chèque postal à votre compte n° 13.905.01 PARIS (ci-joint) ○ mandat de 27 NF.

Nom

Signature :

Adresse

N° C.C.P. ou bancaire



JEUDI 25 OCTOBRE
à 21 heures
SALLE
DE LA MUTUALITÉ
Place St-Victor, Paris-5^e

Claude BOURDET
Edouard DEPREUX
Gilles MARTINET
Jean POPEREN
Robert VERDIER

développeront la politique
du P.S.U.

La conférence de presse du C. N. A. L.

Le Comité National d'Action Laïque a tenu, en conclusion de sa quinzaine d'action pour la défense de l'école publique, une conférence de presse à la Mutualité. Georges Lauré, secrétaire général de la Fédération de l'Education nationale, y a présenté un bilan des manifestations prévues et s'est félicité de leur succès. On sait que le C.N.A.L., plutôt qu'un vaste rassemblement, avait préféré une multiplication des initiatives, celles-ci allant du meeting à la grève (dans de rares cas). Georges Lauré a aussi, de nouveau, évoqué les conditions lamentables dans lesquelles la rentrée s'est opérée et a fait remarquer que même dans le cas d'une amélioration, des dizaines de milliers d'élèves supporteraient les conséquences de la « pré-orientation » au rabais qu'on a imposée cette année. C'était implicitement dénoncer les bases d'application de la réformette gaulliste de l'enseignement, plus faite pour jouer le rôle d'une soupape de sûreté — ou désamorcer les revendications en la matière — que pour amorcer véritablement une nouvelle orientation.

« Dans l'enseignement technique, notait encore Lauré, le scandale est le plus apparent. Sur 52.769 candidats à l'entrée dans les collèges d'enseignement technique, 28.463 ont pu être admis, ce qui équivaut à 53 p. cent. 6.529 candidats ont été refusés bien qu'ayant obtenu la moyenne. » La proportion des locaux dits improprement provisoires, augmente et leur exigüité menace la qualité de l'enseignement dispensé.

Quant à Maître Jean Cornec, en tant que président de la Fédération des conseils de parents d'élèves, il rattacha le combat lai-

que au combat plus général « pour la démocratie ». Il rappela d'abord les objectifs généraux du C.N.A.L., qu'on conçoit : nationalisation et démocratisation de l'enseignement, pour évoquer ensuite les élections. Le programme des partis, à son avis, devrait comporter le rétablissement total de la laïcité. Sans condamner explicitement le référendum, il déclara : « Nous croyons à la valeur du suffrage universel, encore faut-il qu'il s'exprime normalement, que l'usage n'en soit pas faussé par le chantage ou l'usage abusif des moyens d'information par le pouvoir, ce qui est le cas actuellement. » Enfin, le C.N.A.L., par la bouche de M^r Cornec, annonçait son intention d'organiser chaque année une quinzaine d'action laïque du genre de celle-ci.

Jusqu'à l'année prochaine ?

Cela signifierait-il qu'il faille ainsi, saisonnièrement, s'agiter pour la tradition, puis passer à autre chose ? Dans l'immédiat, notons que le Conseil du Syndicat National de l'Enseignement Technique ne l'a pas jugé ainsi qui a décidé d'engager l'ensemble du personnel dans une série de grèves tournantes de vingt-quatre heures à partir du 5 novembre. Ainsi donc, le S.N.E.T. n'attendra pas pour entrer de nouveau en lutte pour une amélioration des traitements des enseignants, pour une réforme du recrutement. Evidemment, son action entre dans le cadre traditionnel de la lutte syndicale, mais le C.N.A.L. doit lui aussi multiplier les occasions de lutte pour ne pas risquer d'amenuiser son poids.

Emile Copfermann

TEXTE DU GROUPE DES AVOCATS P.S.U.

L'article 89 de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose : « Le projet ou la proposition de révision doit être voté par les deux Assemblées en termes identiques. La révision est définitive après avoir été approuvée par référendum. »

L'actuel référendum montre le mépris que le général de Gaulle manifeste à l'égard de la Constitution de

1958 élaborée pourtant sur ses propres directives.

Les avocats P.S.U., qui ont dit « non » à cette Constitution, constatent que le général de Gaulle fait fi de toute légalité.

Ils demandent à tous de s'opposer à la marche vers la dictature en votant « non ».

TRIBUNE SOCIALISTE offre à ses lecteurs à des conditions exceptionnelles ces 2 splendides volumes de **VICTOR HUGO**
ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES et ROMANS COMPLÈTS



L'œuvre de Victor Hugo domine tout un siècle, toute l'histoire littéraire française et par son rayonnement politique, l'histoire tout court.

Et d'abord, son œuvre poétique, unique par son ampleur — 153.873 vers — et par sa prodigieuse variété qui en font un monument unique de notre littérature, mais qui était jusqu'ici dispersée dans de nombreux recueils dont certains étaient devenus introuvables. Ce sera la gloire de l'édition française d'avoir réussi à la réunir en un seul magnifique volume qui en remplace vingt, en l'enrichissant d'une bibliographie, d'une chronologie illustrée de V. Hugo (40 pages), d'une table des Incipit (22 pages) et d'une table des Matières de 34 pages.

Ce volume : 13 millions de caractères, 1.800 pages format 21 x 27, d'une typographie aérée, sur beau papier, reliure pleine toile tranche supérieure dorée à l'or fin, a été salué à la Foire du Livre à Francfort comme le chef-d'œuvre de l'édition européenne. Instrument de travail pour certains, livre de chevet pour beaucoup, ce sera l'ornement de la bibliothèque de tous.

Hâtez-vous donc de profiter — car le tirage est en voie d'épuisement — des conditions exceptionnelles dont nous pouvons faire encore bénéficier nos lecteurs s'ils adressent immédiatement à notre Service Littéraire (la Librairie-Pilote, 30, rue de Grenelle, Paris) le bon de commande ci-dessous. Ils recevront immédiatement, franco à domicile, les Œuvres poétiques complètes de Victor Hugo sans rien avoir à payer d'avance. Ils pourront également, s'ils le désirent, souscrire, dès maintenant, au second volume actuellement sous presse et présenté avec le même luxe : **LES ROMANS**

COMPLÈTS DE VICTOR HUGO, à paraître en décembre.

Ce volume comprendra non seulement tous les romans de Victor Hugo dans leur texte intégral, mais en outre certaines ébauches inédites ou introuvables (par exemple *Les Misères*, première version des « Misérables »), de nombreuses illustrations dessinées par Victor Hugo lui-même, etc.

Malgré les hausses, ce volume sera offert à nos lecteurs au même prix que les Œuvres Poétiques, mais en outre, ils pourront bénéficier d'une réduction de 10 % dans les conditions stipulées ci-contre et en remplissant la deuxième partie du bon ci-dessous. Mais qu'ils se hâtent car la souscription sera close très prochainement !

PRIX SPÉCIAL de chaque ouvrage

pour les lecteurs de « Tribune Socialiste » (France métropolitaine)

13,50 NF par mois (en 10 versements) ou 120 NF comptant (en 1 ou 3 versements)

PRIX de souscription immédiate pour **LES ROMANS COMPLÈTS** (à paraître en décembre), réduction exceptionnelle de 10 %, soit 9 versements de 13,50 NF au lieu de 10, le premier à la souscription, les 8 autres mensuellement après la livraison du volume ou 108 NF comptant (13,50 NF à la souscription, le solde, soit 94,50 NF, après la livraison, en 1 ou 3 versements).

BON à adresser à la Librairie-Pilote (Service littéraire de « Tribune Socialiste »), 30, rue de Grenelle, Paris-7^e. (Si vous ne désirez commander qu'un des deux volumes, biffer le paragraphe qui concerne l'autre.)

1. — Veuillez m'adresser les Œuvres poétiques complètes de Victor Hugo que je réglerai en 1 3 10 versements.

2. — Je souscris aux Romans Complètes de Victor Hugo. Veuillez trouver ci-inclus, libellé au nom de Librairie-Pilote, chèque bancaire 13,50 NF. Ce versement me donnant droit à une réduction de 10 %, je réglerai le solde après livraison en 1 3 8 versements.

Nom Profession

Adresse

N° C.C.P. ou bancaire :

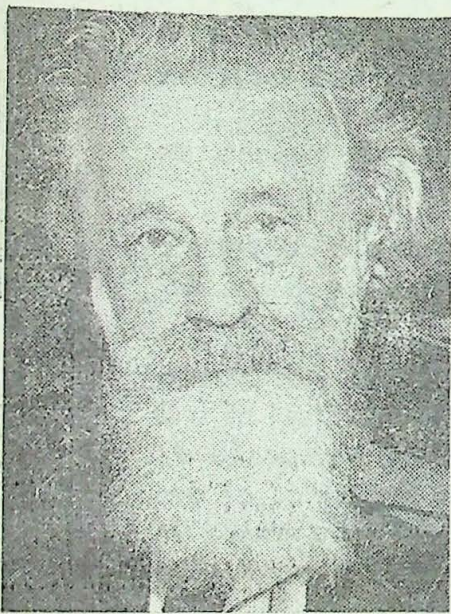
Signature :

La mort d'un philosophe : Gaston BACHELARD

ETAIT-IL autodidacte, ou n'avait-il jamais cessé d'étudier, cet homme qui débuta comme postier surnuméraire avant d'être titulaire d'une chaire de philosophie à la Sorbonne ? Était-ce un scientifique ou un littéraire, ce professeur qui, tour à tour, obtint une licence de mathématiques, puis l'agrégation de philosophie ?

Gaston Bachelard était tout cela à la fois, restant ainsi fidèle à sa conception de l'homme, qu'il définissait comme un constant éveil.

Matérialiste et sceptique, il niait qu'une connaissance absolue fût possible et optait pour une approche perpétuelle de la connaissance, approche qui ne peut se faire qu'à l'aide des mots, de la parole... Ainsi, celui qui écrivit *La Valeur Inductive de la Relativité* et *Le Nouvel Esprit Scientifique* se tourna vers les poètes pour s'intéresser à l'imaginaire et à la mécanique de la création littéraire. Cela nous vaut les très



(A.D.P.)

Gaston BACHELARD

beaux livres que sont *La Psychanalyse du Feu*, *L'Eau et les Rêves*, *L'Air et les Songes*, *La Terre et les Réveries de la Volonté*, *La Terre et les Réveries du Repos*.

Dans ces ouvrages, Gaston Bachelard fixe les significations humaines des éléments et nous offre la clé indispensable à la compréhension des mythes.

Les peintres, les poètes et les philosophes ont trouvé dans son œuvre de précieuses sources d'inspiration, car il ne proposait pas un système clos, mais fournissait une démarche en perpétuel renouvellement.

A l'âge de 79 ans, Gaston Bachelard est allé rejoindre la terre, l'eau et l'air. Il nous laisse le feu de sa philosophie sans fin qui n'est rien d'autre que l'esprit qui, à travers les mots, s'éveille à la connaissance inséparable du rêve.

O. Hahn.

LA LUTTE FINALE



Les prisonniers communistes fusillés par les hommes de l'amiral Koltchack.

CE film de montage sur l'histoire de l'U.R.S.S. (des Tsars à Staline) est le type même du témoignage honnête et sans prétentions démagogiques. Ce témoignage se voudrait avant tout impartial. Mais l'auteur, Wussbaum, semble oublier que l'on ne peut être impartial, que l'on est toujours contraint de prendre position, de choisir.

Ainsi sa volonté, en exergue du film, de ne pas faire un film politique prête à rire. Surtout quand le commentaire affirme schématiquement

que Marx a séparé (sic) l'Est et l'Ouest. Il reste cependant que l'histoire de l'U.R.S.S. depuis Nicolas II jusqu'à Staline est évoquée dans son ensemble sans grande disproportion. On eût certes préféré voir l'œuvre de Lénine plus amplement décrite, mais la lutte qu'il a menée de 1917 à 1921 contre Kerensky est fort bien évoquée. Des scènes sont insupportables de cruauté, notamment l'assassinat des prisonniers communistes par les hommes de main de l'amiral Koltchack.

Le cinéaste a su broser toute une époque : la montée révolutionnaire de 1905 à 1917 en même temps que le pourrissement de l'Empire Tzariste. Les grandes dates sont rendues familières par les visages qui ont forgé l'histoire de la Révolution soviétique.

Mais surtout l'unique objet de ce film semble être le cautionnement d'une politique violemment antistalinienne. On ne peut d'ailleurs que s'en féliciter, quand on connaît le résultat sanglant des purges de 1938.

C'est, en même temps, une réhabilitation de Trotsky lâchement poursuivi et assassiné par les tueurs staliniens. Ce film nous offre d'ailleurs des images du fameux discours de Trotsky dénonçant la dictature stalinienne.

Le dernier plan du film reprend par la bouche de Khrouchtchev cet impératif du dernier congrès du parti communiste : l'abolition du culte de la personnalité.

Pierre Uytterhoeven.

Théâtre

Au Théâtre Récamier

« L'ÉTOILE DEVIENT ROUGE »

de Sean O'CASEY

L'AVENIR du théâtre en France — je ne parle pas du théâtre de digestion — dépend de quelques animateurs qui ont posé pour principe fondamental de leur action, la libération de leur art. Leur démarche ne s'établit pas sur une base idéaliste (« retour à la pureté originelle, hors le poids de l'Argent », mais s'inquiète de trouver une fonction (théâtre pour qui pour quoi ?). Grand bien nous fasse, dira-t-on, en quoi l'affaire nous concerne-t-elle ?

Disons qu'au départ on pose un respect pour le spectateur ailleurs absent et le refus du théâtre-diversion. La tentative actuelle du théâtre Récamier trouve ainsi toutes ces raisons de retenir notre attention. Nous y ajouterons une pièce : *L'Étoile devient rouge*, de Sean O'Casey, laquelle, malgré un lyrisme pas toujours bien venu, constitue une assez jolie dénonciation du fascisme, certes, mais aussi de la bureaucratie syndicale (pièce déjà créée avant les vacances à Aubervilliers par le même Gabriel

Garran et dont nous rendons compte dans *Tribune* n° 107).

Une équipe et un metteur en scène : des acteurs associés totalement à la conception de l'ensemble, autour de Gabriel Garran. Un style de mise en scène : non plus la vision fragmentaire des mécaniques du Boulevard, mais l'ampleur de la fresque épique. Ceci donnant un spectacle jamais indifférent, parfois maladroit

ou naïf, mais toujours courageux, intéressant et nous concernant. L'histoire de Jim le Rouge, d'une grève insurrectionnelle, décrite par l'ancien militant O'Casey, et jouée sur la scène du théâtre Récamier jusqu'à la mi-novembre 1962, durant le référendum et les élections, sous Charles de Gaulle, Président de la V^e République bourgeoise.

Emile Copfermann.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin — ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 24 au 30 octobre

A TRAVERS LE MIROIR (V. O.)

STUDIO 43

43, Fg Montmartre PROvence 63-40

Semaine du 24 au 30 octobre

MDAME DE...
DE MAX OPHULS

Au même programme : *Monika* (en V.O.) de Ingmar Bergmann
Permanent tous les jours de 14 à 24 h.

CAHIERS DU C.E.S.

Vient de paraître :

— Perspectives politiques du Mouvement Ouvrier Français, par Manuel Bridier. L'exemplaire : 4,50 NF.

— Socialisme et planification, Eugène Descamps et François Lombard. L'exempl. : 2,40 NF.

Paiement à la commande, C.C.P. Tribune Socialiste 582665 Paris.

FICHES DE FORMATION

Vient de paraître :

Fiche n° 9. Le Désarmement. Problème n° 1 pour l'humanité. L'exemplaire : 0,50 NF.

Paiement à la commande, C.C.P. Tribune Socialiste 582665 Paris.



POUR

une démocratie nouvelle au service des travailleurs

Le référendum du 28 octobre et les élections législatives des 18 et 25 novembre constituent une seule et même bataille.

IL FAUT D'ABORD REPENDRE NON A DE GAULLE

Il est indispensable de remporter ce premier succès pour rendre possibles les progrès ultérieurs vers le socialisme.

Le caractère plébiscitaire de la consultation du 28 octobre n'est plus dissimulé, même par celui qui en a pris l'initiative. Le mode d'élection du Président de la République, le maintien de la paix extérieure, la lutte contre l'O.A.S. ne sont que des prétextes allégués pour tromper une fois de plus les électeurs comme aux précédents référendums. Il s'agit, en réalité, d'un défi lancé par de Gaulle, non seulement aux partis politiques qui l'ont aidé à prendre le pouvoir et à s'y maintenir, mais aussi à toutes les organisations démocratiques et à toutes les forces décidées à s'opposer à l'arbitraire et la dictature. Le référendum d'octobre 1962 est la poursuite de l'œuvre entreprise en 1958 et poursuivie depuis lors avec ténacité : détruire progressivement toutes les formes d'expression de la volonté populaire, puis, à l'aide d'une radio et d'une télévision aux mains du pouvoir, imposer la domination d'un seul homme, rendre possible un régime de dictature.

Aucun démocrate, aucun socialiste ne peut hésiter sur la réponse à faire.

Votez non, pour en finir tout de suite avec le régime gaulliste, destructeur des libertés.

Votez non, pour épargner au pays d'autres crises, plus redoutables encore que toutes celles qui ont déjà secoué le régime instauré en 1958.

Après le référendum, s'engagera un deuxième combat : celui des élections législatives.

Remporter une deuxième victoire, cela signifie ouvrir la voie à une démocratie nouvelle au service des travailleurs.

Le premier succès populaire, le coup d'arrêt aux tentatives césariennes, serait escamoté si le pouvoir revenait à une coalition d'hommes et de partis qui ont si longtemps soutenu de Gaulle, qui s'effrayent aujourd'hui de l'avoir ramené au pouvoir, mais qui sont incapables de s'engager ensemble pour l'exécution d'un programme constructif.

C'est pourquoi le *Parti Socialiste Unifié*, opposant toujours au régime du 13 mai 1958, LE SEUL PARTI QUI N'A JAMAIS DIT OUI A DE GAULLE, vous invite à imposer par vos suffrages le choix d'une tactique et d'un programme qui seuls peuvent permettre d'instaurer une démocratie réelle assurant à tous ceux qui travaillent le bénéfice des progrès économiques et techniques.

Il faut opposer à toute combinaison dite « d'unité nationale », qui ne peut aboutir qu'à l'immobilisme et à l'impuissance, une majorité nouvelle rassemblant sans exclusive tous les partis et groupements se réclamant de gauche, de la démocratie et du socialisme.

Il faut faire inviter les électeurs à approuver notre programme pour l'instauration d'une démocratie nouvelle :

— un gouvernement contrôlé par une assemblée politique élue au suffrage universel et une assemblée économique et sociale composée de représentants des travailleurs des villes et des campagnes, tout conflit irréductible entre le gouvernement et les assemblées devant être tranché par le suffrage universel ;

— des réformes immédiates, d'une part, pour détruire les fondements du régime autoritaire (dissolution des corps militaires spéciaux, épuration et réorganisation de l'armée et de la police, suppression des tribunaux militaires et des tribunaux d'exception) ; d'autre part, pour satisfaire les revendications les plus pressantes des travailleurs (réduction de la durée du travail, suppression des abattements de zone, généralisation des retraites complémentaires) ;

— des réformes de structure pour instaurer une véritable démocratie économique et sociale : nationalisation des grands pôles de domination économique et financière, réforme des structures foncières, service national de l'habitat, démocratisation de l'enseignement organisé en service public laïc, contrôle démocratique de la radio et des moyens d'information étatisés ;

— diminution massive des charges militaires, suppression des dépenses entraînées par la force de frappe gaulliste.

Avec le P.S.U., faites triompher l'union sans exclusive de toutes les forces de gauche, préparez l'avènement d'une démocratie nouvelle ouvrant la voie au socialisme.